

SAINT FRONTIÈRE

Semaine du 7 au 13 février 1981

HEBDO

Numéro 10. Prix 5F.

Tunisie 0.400 DT. Maroc 4.40 dH.

SAINT CHAMAS :

VILLE MORTE OU VILLE QUI TUE ?

Une petite ville méridionale se mobilise pour libérer son adjoint au maire condamné pour avoir « ratonné »



Page 7

Une ville morte. C'est le bonheur des enfants qui prennent la rue.

Photo Mustapha

Salvador

VENCERAN O NO !

Pages 8 et 9



Photo Christian Poveda

Femmes de Tunis :

Elles parlent ...

Elles bavardent ?



Page 11

EXCLUSIF

Le PCF contre le regroupement familial

Chers
amis,

Voici ma participation financière de Soutien et de réabonnement 81, de 300 F. Je profite de cette formalité pour apporter quelques unes de mes réflexions que provoque la lecture de « Sans Frontière ». Tout d'abord, je voudrais vous féliciter pour avoir mené cette entreprise jusqu'ici, sachant combien les problèmes de trésorerie sont ardues et souvent insurmontables, à une époque ou plus que jamais : « on ne prête qu'aux riches ». Je souhaite de tout coeur, que le problème financier ne soit pas la pierre d'achoppement sur laquelle viendrait basculer ce formidable projet, qui mérite un soutien massif et pourquoi pas des subventions publiques - vu l'espoir et le réconfort que cette revue apporte à une population opprimée et insécurisée par le problème de l'emploi, du logement et de l'accueil. Ci-joint les adresses de quelques amis susceptibles d'être vivement intéressés par votre journal.

Je voudrais revenir maintenant au vif du sujet : je suis socialiste et croyant ; ce qui est tout un programme. Je ne peux pas dire que je milite ou que je pratique de façon inconditionnelle, cependant, -vu le manque de temps, le manque de conviction, quelquefois, et surtout la période de troubles, de divisions et de confusion qui règnent dans les déclarations ou actions des hommes politiques ou religieux de notre temps... Les contradictions pullulent et, si elles sont riches d'enseignement pour des hommes plus avertis, elles restent autant de doutes et d'incompréhensions pour des hom-

mes comme moi. Donc, je me réjouis à la lecture de vos articles, quand je vois que vous permettez à des hommes, à des femmes, de s'exprimer simplement, tels qu'ils sont.

L'immigration est un problème politique, à l'échelle internationale, c'est évident. Les gouvernements des pays concernés sont responsables des maux que ces migrations provoquent, car le déplacement massif de ces populations n'est pas le fruit d'un choix librement consenti, mais la cruelle nécessité économique qui les déracine et les pousse à l'exil. Si les causes de cet exil sont essentiellement économiques, les solutions ne peuvent qu'être économiques, donc politiques. C'est dans ce sens qu'il faut aller et tendre nos efforts, en attendant ces « lendemains qui chanteront ». Que pouvons-nous faire ici et maintenant, tous ensemble, pour que ça change ? Pour ouvrir les mentalités à dépasser les frontières ? A comprendre les cultures ? A accepter la différence ? Ce sont des siècles qui pèsent de tout leur poids ! Des montagnes à déplacer ! Des prises de conscience à faire ! Que sommes-nous devant l'histoire, les partis, les Eglises, les Gouvernements ? Peu de chose ! Pourtant, c'est ce peu, seul, qui peut tout, car ce peu renferme le tout, comme la graine renferme le fruit qu'elle donnera.

Vous prenez des positions, vous interprétez à votre manière, avec la sensibilité qui est la votre, les actions ou déclarations des hommes politiques ; vous avez souvent raison, vous avez parfois partiellement raison et vous pouvez vous tromper aussi ; J'ai été peiné des réactions épidémiques que les événements de Vitry ont provoqué dans la revue. Cet acte est inqualifiable, mais pourquoi généraliser, pourquoi blesser les communistes sincères et convaincus. Une erreur, même grave, ne doit pas conda-

ner. Je pense qu'il y a moyen de dénoncer les « injustices », les « bavures » avec lucidité et discernement, sans juger des intentions des personnes.

Je suis persuadé qu'il y aura toujours d'authentiques communistes prêts à vous soutenir, à vous défendre au delà des prises de positions de leurs chefs.

Nous savons bien qu'il ne sert à rien de s'indigner devant l'horreur de la misère humaine et encore moins de voir ses propres frères vous vendre au plus offrant. C'est hélas la réalité quotidienne et permanente depuis que l'homme existe.

Il faut lutter avec courage contre ces faits avec tous les hommes de bonne volonté quelle que soit leur origine, « Sans Frontière », partisane, sociale, religieuse ou nationale.

continuez votre marche, elle est celle de l'humanité même. Un lecteur, un sympathisant, un ami.

Jacques Montagard

A l'équipe de « Sans Frontière »

Tout d'abord, je voudrais vous féliciter pour l'hebdo de l'immigration. Il s'améliore et les sujets traités sont de plus en plus intéressants. En témoignent les lettres et réponses que vous recevez. Je le fais connaître à des immigrés comme moi. Je ferai une remarque sur la présentation des articles sur la fabrication même du journal. Il faut qu'il s'améliore aussi. Il y a parfois des articles (ex : sur le GLA -1ere partie- où les lignes s'enchêventrent, les paragraphes ne se suivent pas. Et j'espère que vous donnerez un peu d'importance à ce côté technique mais nécessaire.



Je voudrais ensuite répondre à la lettre « anti-communisme style libé ? ».

L'auteur, immigré, considère que le PCF a eu raison, puisque pour lui, c'est l'affaire de Saint-Maur ». Et que, en tant que parti de la classe ouvrière, le critiquer, c'est faire de l'anti-communisme. C'est une position très facile de se retrancher derrière sa tour et d'accuser tout le monde d'être anti-communiste. Il est beaucoup plus difficile d'essayer de comprendre les choses en réfléchissant par soi-même, même en étant dans un parti. Est-ce que l'auteur de l'article, et tous ceux qui soutiennent le PCF dans cette affaire et même dans sa conception de l'immigration, se sont posés la question de savoir comment le PCF, « parti de la classe ouvrière », lutte contre le racisme et pour le rapprochement des immigrés et des couches populaires françaises ? Je prendrai un aspect, celui des écoles : ils disent (dans le PCF) que le niveau scolaire baisse, dû à la présence de nombreux immigrés. Cette conception part du point de vue français, uniquement, alors que les immigrés sont en majorité au sein de cette classe ouvrière. Si le PCF voulait rapprocher les enfants, immigrés et français, dans les écoles de ses municipalités et ne pas créer des enfants « déracinés » et « loubirds », il suffit de faire

connaître la culture et la langue des immigrés aux enfants français. Ces derniers n'y perdront rien, au contraire ; Mais il y a une conception nationaliste et chauvine qui veut que tous les immigrés doivent tout apprendre de la France. Et le PCF et tous les autres partis, ne la rejettent pas. C'est cela, créer le ghetto. Le ghetto, c'est considérer les immigrés uniquement comme une main-d'oeuvre et après, le travail, ces immigrés, s'ils veulent sortir de leur ghetto, doivent se diluer dans la culture et le mode de vie français, et perdre leur personnalité propre.

Dans la lettre, il est dit qu'il faut partir du point de vue de la classe ouvrière pour analyser les événements. Tout d'abord, les immigrés font partie de la classe ouvrière dans les usines. Ils n'en font plus partie, apparemment dans leur vie quotidienne. Deuxièmement, revenons à Vitry, à propos de la campagne anti-jeunes immigrés que le PCF développe. Cette campagne s'adresse uniquement pour faire plaisir aux commerçants de Vitry. Où est la classe ouvrière là-dedans ? on pourrait répondre que parmi les ouvriers français, il y a un nombre important qui est contre les immigrés. Mais c'est le rôle du parti, s'il est révolutionnaire, de changer peu à peu les choses.

Dernière chose, le PCF a le culot de demander que les pays « exportateurs de main-d'oeuvre » versent une contribution financière pour le logement de leurs ressortissants. Il ne suffit pas que ces pays soient pillés par l'impérialisme français, il faut qu'ils paient, encore. Pourquoi le PCF ne demande-t-il pas encore que ces pays financent les usines en France où travaillent les immigrés ? Ce serait logique, après tout ! Ils produiraient « français » et que vive la France !

Raja

NOUVEAUX TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière »,
35 rue Stephenson, 75 018 Paris — C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

Abonnement Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville



sansfrontière

Siège social : 35 rue Stephenson, 75018 Paris
Tel. : 606 15 68
Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin
75003 Paris. Tel. : 278 44 78.
rédaction régionale Midi : 9 rue de la Rotonde
43001 Marseille. Tel. : (91) 62 58 93.
Fondateur de l'Association
« Editions sans frontière »
Louis Gallimardel
Directeur de la publication : Khali Hamoud
c.c.p. : 420900 F Paris
Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire-Roto, 93 Montreuil.

Anti-communistes style Libé ? ou Anti-Libé style P.C. ?

L'affiche reçue, est « anti-communiste ». Les auteurs anonymes de sa réalisation, ont changé simplement le mot « immigré », pour le remplacer par le mot « communiste ».

Cela donne une affiche anti-communiste « style Libé » ?

Nous la publions en affiche « libre opinion ». Le texte de A.B.A. est une réponse à un article paru dans « Sandwich »

« Anti-communiste style Libé »

« On sait maintenant pour qui vous roulez », nous écrivait un autre lecteur, après l'affaire de Vitry.

pour le « style Libé », non, merci, trop peu pour nous ...

« Il tue sa fille sous l'emprise du Coran ».

« Sommet Islamique : Allah est la plus grand ».

Je serais tenté de dire que « Libé » en profite.

La dérision, on est pas contre, nous aussi, on aime bien rigoler, mais pas toujours avec les mêmes. Et puis, il faudrait les sortir un peu plus fines?, hein, les gars ! Depuis la turquerie de Molière, ça va toujours au ras des paquerettes ? Y'a des vanes comme ça, qui ne passent pas. Je sais que certains caressaient l'espoir de sortir le « France-Soir » de gauche, mais pas toujours sur nos têtes, quand même ... Un « France Soir », ça suffit.

Maintenant, pour ceux qui savent pour qui « on roule », eh bien, ils n'ont qu'à le dire haut et fort, puisqu'ils le savent, non ?!

Le KGB pour les uns, la CIA pour les autres, certains laissent même entendre que les Emirs et peut-être L'OLP, nous donneraient des subsides. Au train où vont tous ces bruits de chiottes, demain, on dira que c'est Stolérù qui nous finance et puis quoi encore !

Puisqu'on parle de gros sous ... que vous dire sinon de vous abonner et même qu'on aime bien les abonnements de soutien à 300 F parce-que sans ça, on ne pourra plus « rouler » pour vous. Alors, Avis aux abonnés !

Farid Aichoun

Les Arabes de Strasbourg Saint-Denis vus pas Sandwich

Brigitte Cornaud a fait la descente aux enfers. Journaliste à Libé, elle décrit dans Sandwich (complément du quotidien daté du 13/12/80) les « rebeux de Strasbourg Saint-Denis ». Plus exactement, ceux de la Courneuve ou de la cité des 4 000, descendus « s'éclater » à Paris. Les rebeux, comme on le sait, se sont les arabes en Verlan. (Français à l'envers).

Son enquête est intéressante, vivante. Elle montre comme dans un polar cet univers semi clandestin, ce monde « de la nuit en plein jour » où se meurent la jeunesse immigré arabe. Son travail est transparent ; il a l'objectivité de l'oeil stylo. Le cerveau est hors circuit. Elle décrit Djamel, Hassan, Louisa, comme chacun, s'il avait envie, pouront les voir. elle colle au plus près au « vécu » de ces jeunes gens. Surtout nous laisse-t-elle penser, pas de jugement de valeur. La morale doit rester au vestiaire.

Cependant, qu'elle le veuille ou non, le ton qu'elle choisit n'est pas neutre. Elle nous montre bien dans son texte qu'elle éprouve de la sympathie allant jusqu'à se faire, en partageant leur formule choc et leur langage, par la plume leur complice.

Et c'est de cette complicité (?) que je voudrais parler. On devient complice s'il y a identification. Ainsi elle fait de ces jeunes gens des « créatures mythiques », et les projettent dans son propre système de valeur comme porteurs d'un refus radical et de toutes normes et de toutes lois. Ils sont pour elles les agents d'une subversion ultime. Hélas, trois fois hélas, ces jeunes gens sont plutôt des acteurs prisonniers du rôle d'exclus que leur assigne cette société. Ce n'est

pas demain la veille que le « vieux monde » s'écroulera sous leurs coups. Les itinéraires qui s'imposent à eux et dans lesquels ils se débattent sont les produits du double piège de la misère et du racisme. Il n'y a rien de bien mystérieux là-dedans.

Pourtant le spectacle de l'autodestruction d'autrui drapée dans les fantasmes que peut susciter le « milieu » fascine. Cette violence imposée ou explosée fait sortir de la banalité quotidienne et répond aux besoins d'aventure, d'autant mieux que les plus nombreux bien installés dans leur sécurité morale ne rêvent que de rompre les amarres. Ces jeunes arabes, comme leurs pères, les travailleurs immigrés, il y a quelques années, occupent une place particulière dans l'imaginaire de certains français. Ils sont pour eux (elles) une sorte d'invitation au voyage du bout de la nuit. Ce qui m'a profondément choqué dans l'article de Brigitte, « que ce soit Hassan, Mustapha ou Djamel, ils n'y ont plus leur place » (dans les cités). Une famille trop souvent nombreuse, des parents restés kabyles qui ne comprennent rien à la vie. Mais eux-même, s'ils ont gardé leurs nationalités, ils ont été élevés ici, ils veulent s'éclater comme les autres.

1) une famille trop souvent nombreuse : c'est fréquent, mais est-ce vraiment ce qui conduit des mineurs à quitter leurs parents ?

2) Des parents restés kabyles qui ne comprennent rien à la vie » L'auteur dans le texte n'emploie pas les guillemets, à tel point qu'on se demande si c'est bien Hassan, Mustapha, Djamel qui parlent. Supposons que ce jugement à l'emporte pièce vienne des jeunes gens. « Des parents

restés kabyles qui ne comprennent rien à la vie ». Cette phrase a résonné dans ma tête. Depuis quand être kabyle (ou arabe) signifie ne rien comprendre à la vie ? La vérité est que nous mettons le doigt sur des problèmes fondamentaux de l'acculturation des jeunes arabo-berbères. A la base de l'acculturation et du processus de désagrégation de la communauté maghrébine transplantée, il y a un conflit de normes.

Conflit entre deux discours, le discours familial porteur des valeurs araboislamiques et celui de ces jeunes gens sensibles à l'environnement social.

La famille maghrébine transplantée est soumise à une pression sociale telle, de la part du milieu d'accueil, qu'elle tend à ne plus fonctionner comme groupe humain solide et dynamique. En effet, contrairement à ce qui se dit souvent, ce n'est pas la tradition en elle-même qui empêche ces jeunes gens de s'épanouir, mais la « dévalorisation de cette tradition ». Tout est fait pour que l'enfant et plus tard le jeune homme intériorise le discours dévalorisant. Le travail est achevé « quand le mépris raciste qui par la honte de soi qu'il parvient à imposer à ses propres victimes, contribue à leur interdire la connaissance et la reconnaissance de leur propre tradition. » Cette dévalorisation, si elle conduit les enfants à rejeter le discours familial en trouvant oppressif, ennuyeux, influence les parents qui réagissent de deux manières :

1) En ne transmettant plus leurs propres valeurs à leurs enfants. Ils se mettent eux-même à « mal copier » le modèle dominant sans pouvoir l'intérioriser, car il est porteur de leur propre négation.

Affiche en libre Opinion

Quelques mots pour vous envoyer une de nos productions pleines de fiel anti-communiste qui, dès l'abord, dévoile la nature perfide de ses auteurs.

Avec les copains habituels de St E., on n'a pas pu résister devant l'affaire du bulldozer et bien qu'on soit passablement ramollis (dans le temps, on serait allés attaquer la fédération du PC avec un bulldozer, hein, grand-père !?), on s'est décidés à faire quelque chose : cette petite affiche collée en de nombreux exemplaires sur les murs de nos villes par des doigts errants (et anonymes ... bref, les notres).

Faites en ce que vous voulez. Si des gens en veulent, c'est toujours possible d'en faire un retraitage.

A part ça, on vous embrasse bien fort et on espère bien vous voir, vous entendre ou vous lire un de ces jours.

Ciao, Jean-Claude (mandaté par Michelle, Denys, Jean-Claude et tous les autres !).

CONTRE LA CONCENTRATION DES COMMUNISTES DANS CERTAINES VILLES ET POUR LEUR REPARTITION EQUITABLE ...

LETTRE OUVERTE

Je vous déclare nettement : oui, la vérité des faits me conduit à approuver sans réserve la riposte de mon ami le maire de W. à l'agression anti-communiste du maire de S.

Plus généralement j'approuve son refus de laisser s'accroître dans sa commune le nombre déjà élevé de travailleurs communistes.

La présence en France de près de 709.000 communistes et des membres de leurs familles, et la poursuite de leur recrutement pose aujourd'hui de graves problèmes.

Moi et mes amis avons toujours lutté contre les ghettos qui créent des tensions et parfois des heurts entre communistes de diverses obédiences et rendent difficiles leurs relations avec les français.

Si je récuse la notion de seuil de tolérance, non scientifique et raciste, je me dois d'indiquer que la cote d'alerte est atteinte.

Georges X.

N.B. : remplacer le mot « communistes » par le mot « immigrés » : vous aurez des extraits du texte de la lettre ouverte adressée par Georges Marchais au recteur de la Mosquée de Paris, Si Hamza Boubakeur.

(Attention: ce nota bene n'est pas un P.S. !)

Groupe pour la désintoxication mentale.

2) En observant un traditionalisme rigide qui est une réponse à leur sentiment d'insécurité.

Les jeunes gens finissent par adopter le modèle dominant.

Hassar, Djamel et les autres sont aussi des louards qui veulent s'éclater. Seulement, ils se sentent exclus par leur origine.

Alors ils « boivent du Coca » (jamais d'alcool), se différencient des « bouffons » dont ils partagent la même existence et les mêmes rites. Il ne leur reste d'arabes que le nom. Tout a été fait pour tuer en eux jusqu'au goût d'exister. Si vous appelez cela connaître la vie ...

Abdallah Ben Aissa

Cherchez l'erreur

Tout ce qui vit s'enclenche par la différence. Et nous la refusons. « Zouaves », « Bachi-Bouzoucks », « Brontosaures », bloqués à fond : Clownez ! Merde Et rebelote.

« zouaves » : soldats français d'un corps d'infanterie, créé en Algérie en 1831.

« Bachi-Bouzoucks » : cavaliers turcs. Se signalèrent fréquemment par leurs atrocités.

« Brontosaures » : Enorme reptile, fossile du jurassique.

Comme cela, tout le monde est servi.

Jeha

SAM BABA ou le retour forcé

Déjà un an ! Le temps passe si vite- que Baba est « rentré » au Sénégal, et pourtant, c'est comme si c'était hier...

Sam Baba était immigré dans son propre pays ; il venait de la région du fleuve Sénégal si touché par la sécheresse et travaillait depuis près de dix ans à Dakar chez un patron d'épicerie qui l'exploitait à 10 000 CFA par mois (200 F).

Il devait faire vivre sa femme, son fils, sa mère et son frère. Il n'y arrivait pas, alors, en 1975, il a décidé de partir à l'étranger. Comme il n'avait pas d'argent pour prendre l'avion, il est parti par la route. Voyage harassant à travers le Sahara, Mauritanie, où il restera trois jours sans manger. Maroc où, sans le sou, il restera 6 mois pour travailler et pouvoir continuer le voyage.

Il arrivera en France au mois d'août 1975 et se fera héberger par un cousin à Paris. Analphabète, Baba va d'abord se faire aider pendant trois mois, puis trouvera un petit boulot.

Il se présentera à la préfecture de police Boulevard Ney au début de l'année 1976 et obtiendra des récépissés valables un mois, jusqu'au mois d'août 1976 où il recevra un refus de séjour.

La réglementation (Convention bilatérale), prévoyait la régularisation des Sénégalais arrivés en France avant 1975 et en pratique jusqu'en 1976. Mais Baba ne s'était pas présenté en 1975 et on appliquait alors une circulaire Stoléro, refusant tout nouvel immigrant.

A la sortie de la Préfecture de Police (étrange !), il rencontre un Africain qui lui propose d'intervenir, auprès de quelqu'un de la police très bien placé, moyennant finances...

Baba connaît certains usages en Afrique et ailleurs, il s'exécute « s'il a payé (2 000 F), c'est que les papiers sont bons ».

Avec sa carte de séjour, il travaille dans une boîte pharmaceutique par intérim pendant plus de trois ans au SMIC sans

aucun droit syndical, sans aucune promotion dans le travail.

Ça ne fait rien, il peut envoyer les 400 F minimum à sa famille par mois. Il suit des cours d'alphabétisation le soir et commence à bien se débrouiller, il sait reconnaître les stations de bus, de métro, il s'est fait des amis.

Un soir, en décembre 1979, à la porte de son cours d'alpha, il se fait arrêter, contrôler « la carte est fautive », décrètent les agents. Stupéfait, Baba a cette réplique splendide « mais puisque je l'ai achetée, elle est bonne ».

Relâché après une journée de prison, il doit se présenter en janvier 1980 à la préfecture de police, boulevard Ney.

C'est le cycle infernal. Ayant perdu sa carte de séjour, il est licencié par son patron. N'ayant plus d'argent début janvier, il est obligé de quitter son domicile.

Entre temps, il a contacté l'ASTI 15e, affilié à SOS Refoulement, qui fait du démarchage auprès de l'employeur, du logeur, du cours d'alpha, pour démontrer à la Préfecture « la vie rangée de Baba ». Tout le monde est d'accord pour reconnaître que Baba est très « chouette ».

Arrive le jour de la convocation, avec un copain de l'Asti, Baba se présente à la Préfecture de Police à 9 heures du matin. Midi, son cas est trop compliqué, on l'envoie à la Cité, 9e Bureau.

Attente jusqu'à 17 heures et là, sans l'écouter, on lui donne un refus de séjour à exécuter dans les huit jours à ses frais, avec la petite phrase « s'il reste c'est la Loi Bonnet, prison et expulsion, de toute façon, ils n'avaient qu'à pas demander leur indépendance ! ».

Interventions à différents niveaux auprès de la Préfecture de Police. Rien à faire.

Sans le sou, Baba ne veut pas risquer la prison car sa vieille mère au Sénégal ne le supporterait pas et sans espoir, il dé-

cide de rentrer, après avoir emprunté de l'argent à droite et à gauche, pour payer son voyage de retour.

« Je suis venu pour travailler, pas pour coucher, pour dormir, faire le voyou, maintenant, je suis joutu » ...

Aujourd'hui, Baba traîne dans les rues de Saint-Louis, à la recherche d'un boulot. Quelques petits jobs mais pas de boulot. La misère se devine entre les mots des lettres qu'il envoie aux copains de l'ASTI.

Ceux-ci, avant que Baba ne parte, ont fait avec l'aide technique d'Audiopradif, un film super 8 de son histoire (durée dix minutes environ).

A partir de ce témoignage, ils développent une campagne pour demander son retour, et poser également le problème des faux-papiers.

Qui est la victime ? A qui a profité ce commerce ? Pourquoi ne pas examiner ce qu'ont fait les intéressés en France, avant de leur appliquer la loi Bonnet ? N'y avait-il pas préjudice pour eux lorsqu'on leur appliquait la circulaire Stoléro (qui arrêta toute immigration) considérée comme illégale et cassée par le conseil d'Etat ?

Toutes ces questions ont été débattues au cours de projections, lors de fêtes de quar-

tier, et cela a créé des discussions plus générales sur les rapports entre la France et l'Afrique Noire francophone.

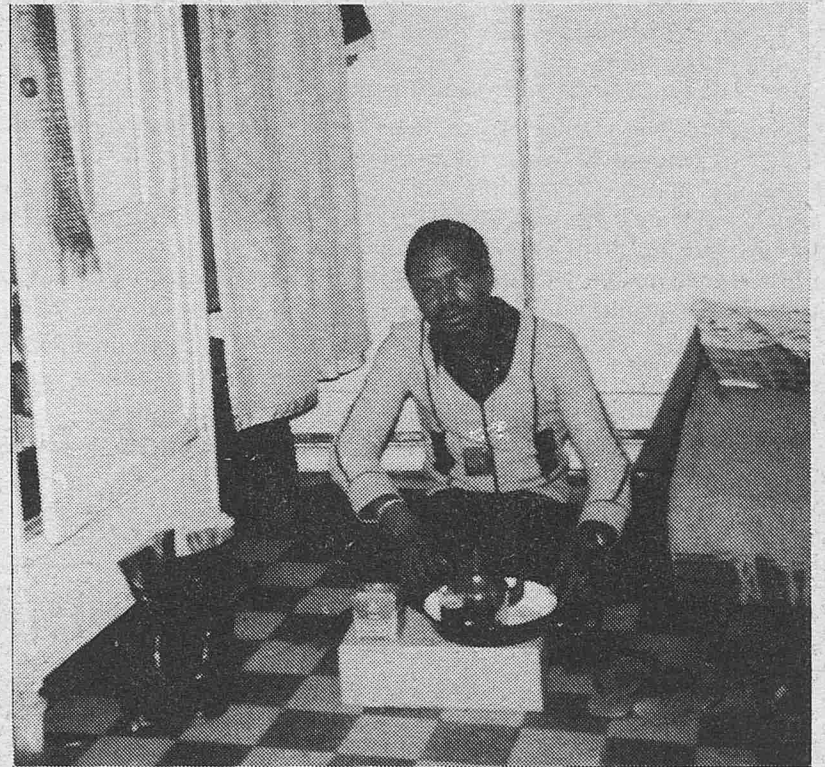
Baba, sans le savoir, a participé également à toutes les manifestations immigrées, par l'intermédiaire d'un copain homme-sandwich. Il est important en effet de personnaliser cette pratique de refoulement et d'ex-

pulsion qui est trop souvent anonyme pour l'opinion publique.

Dans sa dernière lettre de janvier 1981, Baba adresse un bonjour solidaire à tous ses frères qui ont les mêmes problèmes que lui.

Au revoir Baba

Pour tous contacts -pétitions- s'adresser à l'ASTI 15e, 14 rue de Nan-teuil, 75015 PARIS



VALENCE : 18 mois de lutte... pour un club...

Après une fermeture qui a duré plus de 18 Mois, le Mille-Club du quartier de « Fontbarlettes » à Valence (Drôme) vient de réouvrir le 11 décembre 1980.

« Fontbarlettes » on s'en souvient, c'est ce quartier dont nous parlait les jeunes filles de Valence de la troupe de « Aïcha et ses enfants » (cf Sans

Frontière hebdo No 6) et que certains dénomment « Chicago » ; quartier populaire, un grand nombre de familles immigrés y habitent avec tous les problèmes que l'on sait.

Il y a deux ans, un Mille-Club y était ouvert, après que plus de 120 jeunes français et immigrés aient participé activement à sa construction.

Lieu de refuge pour tous les jeunes immigrés rejetés des boîtes et des discothèques de la région, il était géré par des associations du quartier, des travailleurs sociaux et des jeunes.

En mai 1979, un animateur est embauché et va procéder avec le soutien de certains adultes du Collectif de Gestion à la réorganisation du Foyer : d'abord en réduisant les heures d'ouverture qui passent de 25 à 10 heures et ensuite en écartant les jeunes de la gestion de leur club. Dépossédés progressivement de leur lieu, quelques jeunes immigrés du quartier vont casser en juillet 1979 les vitres du Foyer.

Cet acte est revendiqué dans un geste de solidarité par l'ensemble des jeunes qui refusent, comme on leur suggère, de dénoncer « les coupables », le Mille-Club est alors fermé et sa réouverture est soumise à une condition : que les « casseurs » se fassent connaître.

Refusant cet appel à la délation, les jeunes du quartier vont une année et demi durant, se mobiliser pour demander la réouverture du Foyer et leur association à la gestion et aux décisions.

Soutenus par l'A.S.T.I.V. (Association de Solidarité aux Travailleurs Immigrés de Valence) et le Comité du Quartier, ils vont se heurter à l'inertie, pour ne pas dire plus, du cercle des jeunes communistes et des cellules du P.C.F. de Fontbarlettes.

Dans une longue déclaration, ils dénoncent pêle-mêle « les casseurs », les éducateurs du Foyer, en les accusant d'avoir poussé les jeunes immigrés à la casse de juillet.

Affirmant « qu'il est imbécile ... d'affirmer que les jeunes peuvent s'autogérer, surtout dans la situation de ce Mille-Club qui regroupe des jeunes chômeurs, des pré-adolescents de diverses nationalités, des jeunes délinquants ... » ils critiquent les éducateurs pour avoir poussé les jeunes « à exiger tous leurs désirs » et avoir transformé avec eux le Mille-Club en une « sorte de boîte de nuit où tout était permis ».

A ce « langage rude et vrai » (dixit la déclaration), les jeunes immigrés ont préféré l'action qui vient d'aboutir à la réouverture du Mille Club.

K.B.

Publicite

Chaque samedi, une bonne tronche de vie

36 pages, où l'insolite côtoie l'histoire des gens, où l'événement politique s'ajoute aux reportages, portraits, interviews de ceux qui le font. De la culture quotidienne à la réalité sociale...

Gueule- Hebdomadaire, le choc des opinions, le poids des informations !

GUEULE, L'HEBDO

27, rue Jean-Pierre Timbaud, Paris, 75011.

en vente

partout !



« PLEIN »

Tél. : 806-28-88.

Mairies communistes et immigrés :

Après le bulldozer,
l'interdiction du regroupement familial

« Immigration : Les tabous sont enfin levés » titrait il y a quelques semaines *Le Méridional*, quotidien marseillais connu pour son racisme actif, et qui a entamé, depuis, une campagne sur ce thème.

La rédaction de ce journal pouvait respirer, car Mercieca, maire communiste de Vitry lui permettait, avec le saccage du Foyer des Fusillés, de se disculper à peu de frais, et d'afficher sa haine et sa bêtise, sans peur ni retenue. Le bulldozer de Vitry restera dans l'histoire ne serait-ce que parce qu'il aura permis à un grand nombre de responsables et de forces politiques une opération publicitaire d'indignation. « Les communistes sont racistes, ont-ils entonné, dans un bel élan d'humanisme, et en désignant le PCF à l'indignation générale, ils tentaient de faire oublier leurs lois, leur mépris, et pour certains leur silence et leur lâcheté.

En retour, ils permettaient à Marchais et à ses amis de se cramponner sur leurs positions, de s'indigner face à ces « larmes de crocodiles » (comme dit si bien *L'Humanité*), et de faire jouer à fond le réflexe de la forteresse assiégée. Vitry ou la grande illusion, serait-on tenté de dire, car la polémique aura permis « une répartition équitable de l'anti-racisme », puisque plus personne n'était raciste en France. On a oublié les responsables et les pratiques ségrégationnistes qui datent (et le PCF ne le nie pas), de plusieurs années.

Le débat reste ouvert, et *Sans Frontière* verse à ce dossier deux documents exclusifs. Deux municipalités communistes, celles de Montfermeil et de Nanterre, s'opposent au regroupement familial, et réussissent là où Stoléro avait échoué : empêcher des travailleurs isolés de faire venir en France leurs familles. Dans cette course à l'indignité, les responsables communistes gagnent, avec cette nouvelle affaire, quelques points.

Montfermeil, petite ville de la Seine St Denis, a comme toute municipalité ouvrière qui se respecte « son » ghetto, et son conseil municipal à majorité communiste, est à son tour en guerre « contre les ghettos pour plus de sécurité, pour une répartition équitable de l'immigration ».

Montfermeil a donc mal à son ghetto, et là aussi, « le seuil fatidique » serait atteint, même si les estimations et les chiffres sur le nombre d'immigrés qui y habitent ne sont pas précis et même parfois contradictoires. 40% d'immigrés me dit au téléphone un conseiller municipal, 80% lit-on dans un tract du PCF, 73% de gosses étrangers dans certaines écoles, bref « le ghetto » de Montfermeil est à l'honneur et « la renaissance

ce » l'hebdomadaire communiste du département y consacre cette semaine une enquête en posant la question : « faut-il raser les Bosquets ? » car c'est ainsi que s'appelle le ghetto en question.

« L'enfer » DES BOSQUETS

Les Bosquets, ensembles construits en 1960 se composent de 1500 logements, dans dont 125 seulement sont gérés par l'Office HLM de la ville; le reste est entre les mains de banques, d'agences, ou souvent de petits propriétaires qui ont acheté lors de la construction des immeubles, grâce à des prêts du Crédit Foncier. Accordés paraît-il à grande échelle, ces prêts permirent à un

grand nombre de particuliers de devenir propriétaires, non pour y habiter mais pour louer « exclusivement à des immigrés » disent les communistes, obligés de louer à des prix prohibitifs, des logements qui ne valent pas les prix pratiqués, mais indispensables pour toute procédure de regroupement familial; on aurait là l'explication de la formation de ce ghetto. Quoiqu'il en soit les Bosquets, c'est d'abord aujourd'hui un imbroglio juridique; l'année dernière les résidents se sont trouvés plusieurs fois privés d'eau ou de chauffage à tour de rôle, bâtiment par bâtiment même s'ils payaient leur loyer et leurs charges. De fait, les statuts des locataires sont tellement diversifiés qu'il suffit que des propriétaires ne paient pas la facture d'eau pour que tous les locataires se trouvent pénalisés. La municipalité met en cause la gestion du syndicat qui aurait conduit à la mise en liquidation des deux sociétés civiles immobilières chargées des intérêts des petits propriétaires et qui ont laissé les immeubles sans aucun entretien à tel point que les boîtes aux lettres se trouvent cachées dans des placards collectifs fermés à clé.

Vingt ans après sa construction, l'ensemble des Bosquets est mis à l'index : gestion déficiente, chômage et retards des loyers, dégradation des bâtiments, tout concourt à en faire un ensemble invivable.

LA MUNICIPALITE INNOVE...

A cette situation, le conseil municipal a trouvé deux solutions : d'une part le rachat progressif, en coordination avec la préfecture, des immeubles pour en confier la gestion à l'Office HLM de la commune, et d'autre part « la stabilisation » du nombre d'immigrés.

C'est le sens du document reproduit ci-contre et qui a été envoyé à toutes les agences privées de location de Montfermeil. Il est donc impossible depuis le 5 mai 1980, à un travailleur immigré isolé, même s'il achète un appartement aux Bosquets, de faire accepter son dossier de regroupement familial. De fait, il ne s'agit pas seulement des Bosquets, mais de toute la ville, m'expliquera-t-on, au service d'information de la mairie, où je suis allé demander les formalités à faire pour « amener du pays la famille de mon cousin ». On me dit tout gentiment qu'il ne faut entamer aucune démarche car elle serait négative et, que mon cousin devrait plutôt aller voir dans une autre ville. Cette mesure municipale vise tous les immigrés mais va toucher plus particulièrement les Algériens qui doivent obligatoirement, pour introduire légalement leur famille en France passer par la mairie, alors que les autres nationalités n'ont pas besoin de la faire et doivent s'adresser à la

préfecture de leur lieu de résidence. Jusqu'ici les municipalités avaient plusieurs motifs légaux pour refuser à un Algérien le droit au regroupement familial (logement situé dans un îlot destiné à la destruction, loyer trop élevé par rapport au salaire de l'intéressé, etc...); avec la décision de la municipalité communiste de Montfermeil, c'est la naissance d'un autre motif. Il y a deux ans, Stoléro s'était fendu d'une circulaire de ce type, mais n'avait pu la faire appliquer, le conseil d'Etat l'ayant jugé illégal. Cela ne semble pas gêner outre mesure les communistes de Montfermeil qui font signer actuellement une pétition demandant : « la résorption réelle et durable de la dette des Bosquets tout en préservant les intérêts des habitants. Une gestion saine garantissant le bon fonctionnement des ascenseurs, la propreté et la non-dégradation des bâtiments, la non-coupure du chauffage et de l'eau. Le véritable contrôle de l'immigra-

tion permettant aux différentes communautés de vivre dans le respect mutuel des différentes cultures. La trop forte concentration d'immigrés (80% aux Bosquets ne permet pas une intégration sans heurts. Il faut exiger que le préfet prenne toutes les dispositions nécessaires pour que les travailleurs immigrés puissent être accueillis décemment dans toutes les villes y compris dans les municipalités gérées par la droite et le PS. Il faut mettre en échec cette volonté politique du gouvernement de concentrer l'immigration dans les banlieues ouvrières dans le but de favoriser le développement du racisme chez les travailleurs pour mieux les exploiter. L'implantation d'un commissariat à Montfermeil et la mise en place d'ilotiers en permanence sur la cité afin de garantir la sécurité de tous ».

En attendant, mon cousin a pris sa carte du parti pour lutter contre les ghettos et cherche un logement à Neuilly.

KAMEL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

VILLE DE NANTERRE
(HAUTS DE SEINE)
NANTERRE, le 7 octobre 1980

Monsieur [REDACTED]
4 allée Edouard Jenner
92000 NANTERRE

Monsieur,

En réponse à votre demande pour permettre à votre épouse et à vos enfants de demeurer à NANTERRE, j'ai le regret de vous informer qu'il n'est malheureusement pas possible à la Municipalité de lui donner, dans les conditions actuelles, une suite favorable.

Vous n'ignorez certainement pas l'aide considérable apportée par la Municipalité démocratique à direction communiste pour accueillir et aider les travailleurs immigrés et leurs familles depuis de nombreuses années et ce, dans une large mesure conformément à ses traditions d'hospitalité et de solidarité.

C'est pourquoi je n'en suis que plus à l'aise pour vous exposer l'intérêt qui s'attache aussi bien pour la population immigrée que pour la population française, à ne pas franchir un seuil très largement dépassé à Nanterre.

Il s'agit d'une question importante que le Gouvernement, malgré les promesses faites et les engagements pris, se refuse à solutionner, afin d'aboutir à une répartition plus équilibrée entre les différentes communes de la Région Parisienne, en fonction du lieu de travail notamment.

Marseille : Les expulsions familiales

La police marseillaise qui récemment fait beaucoup parler d'elle, inaugure de nouvelles méthodes de travail : les expulsions familiales.

Monsieur Rezatkat qui habite en France depuis vingt ans, y travaille régulièrement s'est vu expulsé pour des raisons qu'il est impossible de déterminer. En effet, il n'y a eu aucune notification d'une procédure d'expulsion engagée à son sujet. Convoqué au commissariat de police de l'Évêché, il s'est vu enlever son titre de séjour, et, « par mesures humanitaires », on lui a quand même donné quelques heures pour rentrer en Algérie. Sa femme et ses enfants sont restés en France, ne voulant pas quitter le territoire. Il vient de recevoir le 2 février dernier une notification d'expulsion. Madame Rezatkat Yamina est une handicapée physique, pensionnée régulièrement qui a eu de nombreux séjours en milieu hospitalier. Ses enfants sont actuellement tous scolarisés régulièrement. L'expulsion de cette famille sans problème, et appréciée par ses voisins, a beaucoup ému les habitants de la cité

Bassens. On reprochait à monsieur Rezatkat d'être resté trop longtemps au chômage ; des témoins affirmant fiches de paie à l'appui, qu'il avait repris un emploi chez un commerçant, trois mois avant la date de son expulsion. La police, selon ces mêmes témoins, avait fait pression sur l'employeur pour qu'il licencie monsieur Rezatkat, probablement afin que son expulsion soit justifiée.

De telles méthodes odieuses qui visent purement et simplement à supprimer l'immigration familiale maghrébine sont inquiétantes. Les habitants de Bassens ont manifesté leur indignation dans une réunion au centre social. De multiples démarches sont en cours et un recours contre l'expulsion de monsieur Rezatkat a été déposé. De nombreuses associations ont été contactées ; les participants à la réunion du 2 février demandent que tous les moyens soient mis en œuvre pour que M. Rezatkat revienne en France et que sa femme et ses enfants ne soient pas expulsés à leur tour. Affaire à suivre...

A.B.A

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE MONTFERMEIL
CHEF-LIEU DE CANTON
Téléphone : 936-42-14
Montfermeil, le 5 mai 1980

OBJET : Cité des Bosquets - Immigration

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous informer que dans le but de faciliter l'immigration dans la Cité des Bosquets, la Municipalité de MONTFERMEIL se refuse de viser les certificats de regroupement destinés à favoriser les regroupements familiaux.

Vous n'ignorez pas que cette Cité de 1550 logements est très chargée en population immigrée puisque plus de 70% des enfants scolarisés sont des enfants de familles étrangères.

Je vous demanderais de bien vouloir aviser les éventuels locataires de la décision du Conseil Municipal en leur faisant part du fait de trouver un appartement ne leur permettant pas de faire venir leur famille à MONTFERMEIL.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire Adjoint
Chargé des Affaires Sociales

La circulaire de la mairie de Montfermeil

Du caddy au tribunal

Le sillon de Bretagne ; une forme à l'entrée de Nantes. Un géant de béton à rayures horizontales. 28 étages. 3 000 personnes, un monstre, héritage des années 60 avec projet social à la clef. Aujourd'hui, sur 973 appartements, 150 environ sont occupés, des phénomènes de ghettos et de relents de France profonde, de racisme latent. Comme ce jour où des gendarmes débarquent au centre social, suite à une affaire de vol avec cette note manuscrite transmise par leurs collègues ; « demander à l'éducateur le nom de trois ratons qu'il connaît », comme ce marocain qui se retrouve au tribunal, pour une histoire de caddy et d'ascenseur.

En juin dernier, Mohamed B. Sa femme et ses 4 enfants sont allés faire leurs courses à l'hypermarché voisin. En revenant dans l'immeuble avec leur chariot plein de provisions, ils font une entorse au règlement intérieur, Mohamed, suite à un grave accident de travail, ne peut porter les paquets, pas plus que sa femme, enceinte de sept mois. Le gardien de l'immeuble, les voit d'ailleurs passer et ne bronche pas.

Arrivés dans l'ascenseur, ils sont rejoints par un homme qui bouscule madame B et se met à gueuler contre la gêne occasionnée par le chariot et le « sans gêne » de la famille marocaine, Mohamed retourne à l'individu qu'en fumant dans

l'ascenseur, il ne respecte pas le règlement. Furieux, l'homme insulte la femme enceinte et lance à Mohamed « sale bougnoul, tu ne vas pas faire la loi ici ». L'homme qui est gardien de la paix en civil, n'apprécie pas qu'on lui tienne tête (dans l'exercice de ses fonctions, « ce serait un outrage à agent »). Injure raciste, bras d'honneur, Mohamed réplique. Le ton monte, mais l'altercation en reste là. Pourtant, une plainte est aussitôt déposée par le gardien de la paix qui accuse Mohamed de lui avoir exhibé ses « parties sexuelles ». La plainte pour outrage public à la pudeur est reçue et instruite, le policier fait témoigner son père qui n'a pourtant assisté à la scène que du bout du couloir. Lors de sa déposition chez les gendarmes, Mohamed demande que sa femme, présente lors de l'incident, soit entendue et puisse témoigner. Mais comme elle ne parle qu'arabe il aurait fallu un interprète, l'enquête s'en passera.

Le comité antiraciste Sillon et les travailleurs sociaux du quartier soutiennent Mohamed et qualifient cette histoire « d'in vraisemblable ». C'est un type très croyant, pratiquant, respectueux des traditions, réservé, figé dans une culture aux règles morales très strictes, qu'il ait montré ses « couilles » devant sa femme et ses gosses, est « culturellement inimaginable ».

Du Maroc, dont il est originaire, dans une région pauvre au milieu des montagnes, il a gardé les habitudes culturelles. Il commence par immigrer en Syrie où il est embauché comme maçon, 18 h par jour, payé à la brique posée. Arrivé en France, il travaille comme un fou, seule manière d'exister. Toujours à la tâche en 74, il a un accident grave, il est renversé par un camion, il ne pourra plus travailler dans le bâtiment. Pour dégager la responsabilité du camionneur, un commerçant fait à l'époque un faux témoignage contre Mohamed.

Lundi 2 février, Mohamed B comparait devant le tribunal de Nantes, soutenu par le comité antiraciste du quartier, « s'il n'y avait pas eu d'un côté un maghrébin et de l'autre un policier, cette affaire n'aurait jamais existé ». Cette affirmation du Comité a provoqué un tollé du syndicat national des policiers, en tenue, qui s'inquiètent pour leur image de marque (???) dans cette affaire de provocations racistes alors que le fonctionnaire concerné est adhérent à cette organisation syndicale et partage donc ses sentiments.

Dans cette affaire, sans véritable témoin, c'est la parole d'un immigré contre celle d'un flic. En condamnant Mohamed B. à 600 F d'amende, les juges ont montré qu'ils n'ont pas pu ou pas voulu désavouer un fonctionnaire de police.

Nicolas de la Casinière

Caillard et les Mauriciens



Photo Sans Frontière

Le démantèlement des établissements Caillard a provoqué un conflit entre le personnel de l'usine-levage et la nouvelle direction. L'usine havraise est occupée depuis un mois. Aucune négociation n'est en cours. De graves divergences syndicales ont scindé le camp des grévistes en occupants (cégétistes et non-occupants (cédétistes)). Le tribunal des référés vient de condamner 15 grévistes à payer une astreinte de 500F chacun par infraction journalière constatée, s'ils persistent à s'opposer à « rendre libre l'accès à l'usine ». Une pétition de la « majorité silencieuse » a recueilli une trentaine de signatures pour la reprise. On craint d'autres condamnations et une intervention policière comme à Garnaud à Rouen. Engagés dans ce conflit, les cent Mauriciens de Caillard se souviennent des conditions de leur venue en France.

A l'île Maurice, la nouvelle avait eu l'effet d'une bombe, à la Une des quotidiens. Caillard recrute. Cette vieille maison havraise, spécialisée dans la réparation navale et la construction d'engin de levage et de grues, était venue chercher des ouvriers hautement qualifiés : P2, P3, OHQ.

Le ministre de l'Emigration, Rima avait cédé un bureau de son ministère à m. Jacques Genet. Le monde du travail a soudain eu la fièvre. Les salaires offerts par Caillard paraissaient fabuleux, huit à dix fois les gages mauriciens. Après la ruée vers l'Australie, une nouvelle ère s'ouvrait, celles des créoles catholiques vers la France.

La France sera la revanche des émigrants de couleur mauriciens, interdits en Australie et en Afrique du sud.

Voilà comment, par une tiède matinée de septembre, en 1970, l'île vit s'éloigner cinquante de ses meilleurs ouvriers. Cinquante autres suivraient quelques mois plus tard. Cet événement national provoqua un embouteillage de taxis archi-combles à l'aéroport de Plaisance. Des familles entières s'étaient mises sur leur trente et un pour accompagner l'émigrant, que tous enviaient. Déjà, n'était-il pas un Français ? Peut-on oublier en un pareil moment de fête que Maurice fut avant 1810 île de France, perle dans l'Océan Indien ? Ministres, prêtres, marchands ambulants étaient aussi à Plaisance pour le rappeler aux familles.

A la mi-décembre, le ministre des Affaires Etrangères, G.

Duval rendait public le contenu d'une lettre que venait de lui adresser M. R. Perrault, directeur de Caillard : « Ils me donnent entière satisfaction ». Un second contingent était recruté. Duval fou de joie parcourait le pays en hurlant « Ils en reprennent, les Français veulent des Mauriciens ! » Caillard, dans l'histoire de l'émigration mauricienne c'est le coup d'envoi réussi qui a entraîné quelques dix mille jeunes vers la France, de 71 à 76.

Le ministre Duval leur avait maintes fois dit : « n'attendez pas pour partir. Votre chance vous devez la prendre aujourd'hui. Les employeurs français ne paieront pas votre voyage, faites donc votre propre investissement. Sur place, il n'y aura aucun problème, vous serez régularisés ».

Le temps a tourné cette page. Duval n'est plus ministre ni député. Le bon génie des sans-papiers a été élevé au rang de Sir Gaétan, par la reine d'Angleterre. Les ouvriers chez Caillard occupent l'usine Levage depuis un mois. L'heure de la restructuration a sonné. Les Ateliers Français de l'Ouest ont absorbé Caillard-réparation navale. Five-cail-Babcock s'appête à faire de même avec Caillard Levage, mais elle exige 122 licenciements et n'as sure pas le maintien de l'outil de travail au Havre. Les lettres de licenciement sont arrivées le 15 janvier. Un quintaine de Mauriciens sont licenciés. « Justement, me dit Roland. les Mauriciens qui ont pris la nationalité française ».

B. LEHEMBRE

ANTILLES

Lisez bien cette lettre, elle illustre la fécondité d'une technocratie quand il s'agit de priver des travailleurs immigrés de leurs droits. Pour bien la comprendre, il faut savoir ce qu'est le « congé bonifié ». Il s'agit du droit qu'ont les originaires des-dits DOM-TOM (en majorité

des antillais) d'aller passer deux mois de vacances dans leur pays après 36 mois de service, le voyage étant à la charge de l'administration. Il a fallu de longues batailles et de grandes grèves des travailleurs des P&T pour l'obtenir.

Mais le principe de l'administration des P&T est « ce que

je donne d'une main, je le reprends de l'autre ». Dans ce sens depuis deux ans, les technocrates du Secrétariat d'Etat passent leur temps à chercher et à imaginer comment empêcher

l'application de ce droit.

Soyons juste, ils sont féconds.

Déjà, ils ont trouvé une première parade. n'auraient droit que ceux des antillais qui ont « des intérêts matériels et moraux aux Antilles ». Pour peu que l'on ne possède pas de propriétés, de maisons, que père et mère soient décédés, pas de congés bonifiés !

Ce n'est pas tout. Si vos parents ont eu l'idée saugrenue de vous faire naître hors de votre pays d'origine, pas de congé bonifié !

Mais il faut croire que cela ne suffisait pas.

Cette lettre nous apprend qu'un décret de 1978 prive du congé bonifié l'antillais ayant eu une absence (irrégulière ou non) où une période d'indisponibilité (interdiction d'être malade). Mieux. Il est interdit de faire des enfants car le « congé postnatal » annule le séjour au regard du droit à congé bonifié.

Dans la lancée, nous proposons au P&T de priver de congé bonifié les antillais qui sont ... Antillais. Au moins ce ne serait pas hypocrite !

« Neg Mawon »

PTT « Vacances ou enfants »

REPUBLIQUE FRANÇAISE
SECRETARIAT D'ETAT AUX POSTES ET TELECOMMUNICATIONS ET A LA TELEVISION
DIRECTION DES BUREAUX AMBULANTS DU NORD ET DE L'EST
100 rue La Fayette, 75245 PARIS CEDEX 10

PARIS LE 21 DEC 1980

Objet : Congé postnatal bonifié.
Réf : Instruction du 7 septembre 1978, PO 1978, PAS 160 Page 1053.

Après contrôle de votre fiche de demande de départ en congé bonifié la période de congé bonifié n'est accordée qu'aux agents originaires des départements DOM-TOM exerçant leurs fonctions en métropole qu'après séjour ininterrompu de trente six mois.

En outre, suivant les dispositions de l'Instruction du 7 septembre 1978 visée en référence (cf titre 1, article 7 paragraphe 2) toute période de disponibilité ou de congé postnatal annule le séjour au regard du droit à congé bonifié. Il ne peut donc être réintégré, après un tel séjour, un agent postulant prochainement à congé bonifié.

Pour mémoire, les dispositions concernent également les agents des départements de l'étranger ou d'habitation irrégulière.

En tout cas, conformément à votre séjour de 36 mois débute à la date de votre départ en France, soit le 25 novembre 1979 et ce droit n'est accordé qu'après le 25 septembre 1980 que vous pourrez bénéficier d'un départ en congé bonifié.

Après départ, vous voudrez bien nous retourner la présente lettre par la voie hiérarchique.

Le Chef du Service Départemental des Bureaux Ambulants du Nord et de l'Est

H. JEDOUIT
M. J. JEDOUIT
ET AFFAIRES SOCIALES

le PCM
contre
le PCF

La section-émigration du Parti Communiste Martiniquais (PCM Émigration) tient à faire connaître sa position au sujet du problème de l'immigration et des récentes prises de position (circulaires, lettres, actions...) émanant du Parti Communiste Français (PCF) ou de certains membres. Le PCM-émigration a longuement patienté pour faire connaître sa position, espérant un changement dans l'attitude de nos camarades français, mais quatre mois après le début d'une campagne de plus en plus agressive, rien, au contraire, n'est venu infirmer les nouvelles conceptions du PCF vis-à-vis de l'immigration.

Les lettres des municipalités de Nanterre et de Saint-Denis refusent des logements à des ressortissants des dits DOM-TOM à cause d'une « saturation », « du mode de vie », « posant des problèmes », les méthodes inexcusables en dépit du coup de force du maire de St-Maur, utilisées à Vitry à l'encontre de travailleurs maliens, les différentes déclarations, « côte d'alerte atteinte », « concentration dangereuse », se rapprochant du concept dangereux de « seuil de tolérance », la volonté nouvelle de vouloir « assimiler » les émigrés, les décisions visant à quantifier le nombre d'immigrés bénéficiant de prestations municipales ; tous ces faits suscitent la réprobation et la condamnation du PCM-émigration...

...nous ne nions pas le fait scandaleux que les administrations et le gouvernement refusent de donner des moyens aux municipalités ayant une population immigrée. Mais ce n'est pas en adoptant des méthodes administratives pénalisant et marginalisant ceux que l'on dit défendre, que l'on résoudra ce problème. C'est en impulsant et en animant une lutte commune français-immigrés contre les mesures racistes du gouvernement, et par les budgets sociaux conséquents. Nous croyons que c'est cette démarche qui est conforme au marxisme-léninisme, et à l'internationalisme et aux intérêts de la classe ouvrière de France. Toute autre position opportuniste sur cette question, déterminée par le souci d'un résultat aux élections présidentielles, n'aurait pour conséquence que d'affaiblir et de diviser le mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Le PCM-Émigration souhaite que le PCF retourne à des positions qu'il n'aurait jamais dû quitter...

Parti Communiste
Martiniquais.

Section immigration

Saint Chamas, ville morte ou ville qui tue ?

Par Colette Pascal *

Mercredi 4 février 1981, à l'appel du maire monsieur Deshons, la petite ville de St Chamas, sur l'étang de Berre (Bouches du Rhône) fait une opération ville morte : rideaux fermés par quelques commerçants, associations sportive et folklorique mobilisées, personnel municipal en congé (mais pas le personnel des entreprises privées du maire), c'est le sud qui serre les rangs autour de l'adjoint au maire M. Doublet condamné à dix huit mois de prison, dont un an ferme, et arrêté à l'audience du Tribunal correctionnel de Valence le 23 janvier dernier, tribunal qui le jugeait pour violences avec armes et préméditations... Une affaire exemplaire.

En septembre 1979, St Chamas organisait comme chaque année, plusieurs jours de festivités et semble-t-il, des bousculades sans gravité avaient émaillé les bals, sans pour autant perturber les réjouissances. Mais un certain Géronimi, professeur de karaté exerçant l'honorable profession de videur de boîtes de nuit, se fait corriger en combat singulier par un boxeur... algérien.

L'humiliation est si grande que les règles du sport sont aussitôt oubliées, et le lendemain 7 sep-

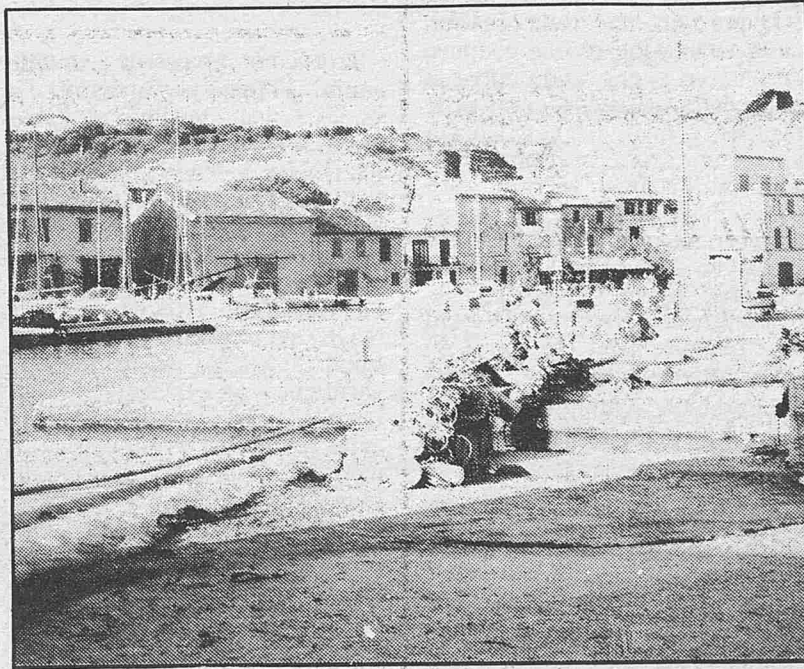
tembre, Géronimi et plusieurs autres karatékas sont sur la fête pour en découdre, non pas à mains nues, mais avec des armes à feu, pistolets de gros calibre (9mm, Magnum etc...).

De jeunes immigrés de Salon, filles et garçons, venus à St Chamas ce soir-là pour fêter le départ au service militaire de l'un d'entre eux, sont immédiatement pris à parti, et l'un des garçons perdra connaissance à la suite d'un coup de poing.

Ses camarades le chargeront dans une voiture pour le conduire à l'hôpital de Salon ; Déjà en plein village, un ou plusieurs coups de feu sont tirés en l'air ou en direction de la voiture.

Puis Géronimi, décidé à ne pas en rester là, s'embarque dans une voiture conduite par l'adjoint au maire avec un ou deux comparses, et tout ce beau monde prend en chasse la voiture des victimes. L'adjoint au maire remonte à hauteur de la Renault 20 des immigrés, Géronimi vise, tire, le coup de feu ne partira pas ; l'adjoint au

maire double la voiture et en se garant à droite, on tire encore... Quatre balles de gros calibre ont fait mouche sur la carrosserie, mais pas de blessés.



Sans-Papiers : Méfiez-vous !

Depuis deux semaines L'ANPE de Nanterre est littéralement assiégée par des sans-papiers turcs et mauriciens. Une rumeur a fait courir ces travailleurs vers cette agence qui distribuait des contrats de travail. Le fait de retirer un formulaire de contrat illusionne les sans-papiers qui croient qu'ils seront régularisés puis que le service des étrangers de la préfecture de Nanterre accepte le dépôt des contrats.

A la préfecture les responsables confirment qu'un grand nombre de contrats ont été déposés par des ouvriers turcs cette quinzaine. « Notre rôle c'est de les accepter et de les transmettre à la main d'œu-

vre. Cela ne signifie pas, précisez-t-on à ce service qu'ils seront acceptés, car aucune dérogation à la législation en vigueur n'a été prise ».

C'est donc à leur risques et périls que les sans-papiers courent à Nanterre, sans que personne ne les mette en garde. L'apparente civilité de cette préfecture, peu tendre habituellement avec les étrangers, pourrait être dictée par le fait qu'une telle opération lui permet de recenser les clandestins. Ils viennent en effet du 92, du 93 et de Paris. Gageons que d'ici quelques jours, d'autres viendront se jeter dans la gueule du loup. Sans-papiers méfiez-vous.

On parlera encore de braquage en ville, de descente armée au foyer Sonacotra, mais les victimes se taisent. Le lendemain messieurs Doublet et Deshons, le maire, rendent visite à la gendarmerie locale pour demander des renforts afin d'assurer la sécurité publique « *troublée par des bandes de Nord-Africains* ». L'adjoint laisse entendre que Géronimi est suspecté d'être l'un des tireurs de la veille.

L'adjoint au maire Doublet se souvient alors qu'il a une course urgente à faire en sa qualité de président du comité des fêtes : il se précipite au bar Marcel pour faire prévenir Géronimi de la perquisition imminente, « *sous le coup de l'ajôlement* » expliquera-t-il au juge de Valence.

Les Géronimi ont vite compris, et deux sacs d'armes (7 pistolets de gros calibre en bon état et leurs munitions) sont cachés dans le grenier d'une voisine. Au tribunal, le président exhortera Géronimi et Doublet à avouer ce qu'ils ont fait des autres armes, puisque celles qui ont tiré ne sont pas dans le lot saisi !

Doublet reconnaîtra les faits, Géronimi y mettra le temps mais reconnaîtra en partie, le karatéka et l'adjoint au maire jugeront leurs grands dieux qu'ils ignorent tout du ou des tireurs assis à l'arrière de leur voiture et du reste de l'arsenal.

Banale histoire du sud, mais depuis septembre 79, les maires de la région et les conseillers municipaux n'arrêtent pas de clamer et d'écrire que Doublet n'a fait que son devoir ; on va même, sous la signature du maire de Plan de Cuques,

monsieur Bertrand, jusqu'à menacer les tribunaux de représailles si l'on touche à Doublet.

Le conseil municipal de St Chamas condamne à la quasi unanimité le jugement et soutient son adjoint. On organise l'opération ville morte, et la presse régionale est envahie de motions de soutien de maires affrontés disent-ils, tous les jours au douloureux problème de la sécurité...

Est-ce que nous sommes déjà arrivés à ce stade de pourrissement, où, des truands armés pourront justifier et excuser leur attitude par le fait qu'ils sont racistes et bien forcés de l'être, les pauvres, dans une région si perturbée par la présence de tant d'immigrés ?

Plus rien n'est impossible dans un pays où un journal comme *Le Méridional* a pu publier, pendant plusieurs jours les délires racistes et revenchards de certains de ses lecteurs qui n'ont digéré l'année 62, et a sérieusement considéré comme la meilleure expression du malaise actuel la phrase suivante : « *non seulement ils nous vendent leur pétrole trop cher, mais en plus ils se permettent de rouler dans nos voitures en état d'ivresse* », citation authentique !

Qu'ils ne croient pas tous, ceux-là que nous aurons encore la patience de leur faire la morale ; l'intolérance jusqu'à l'agression, c'est leur problème, pas le nôtre.

Pour nous, ce n'est pas la carte d'identité qui désigne nos amis ou nos adversaires.

** Avocat à la Cour d'Aix en Provence.

Les immigrés à Colonel Fabien

Le 7 février 1981, un rassemblement aura lieu à 15 heures, place du Colonel Fabien à Paris (10ème et 19ème) devant le siège du Parti Communiste Français.

Ce rassemblement est organisé pour protester :

- contre l'expulsion des Travailleurs immigrés des Communes.

- Contre la limitation des places en colonies de vacances pour les enfants des immigrés.

- et en particulier, pour protester contre la menace d'expulsion des travailleurs immigrés logés provisoirement à la Bourse du Travail à St Denis. La municipalité à majorité PCF, refuse de nous prêter un local décent, pour pouvoir continuer notre lutte contre la SONACOTRA et nous intime de quitter les lieux, ainsi que la CGT.

Le même jour, le Premier Secrétaire du PCF sera à Saint-Denis pour continuer la polémique contre les travailleurs immigrés, pour les rendre encore une fois responsables de

tous les maux de la société, comme il l'a déjà fait au Bourget, à Vitry et ailleurs.

Aujourd'hui, le Parti Communiste français rejoint la politique pour tromper l'électeur français, trouver un responsable à la crise, un bouc-émissaire : les travailleurs immigrés. Le rassemblement sera suivi à 16 heures, d'une conférence de presse sur la lutte des foyers et sur la situation des travailleurs immigrés en général.

Il est prévu une prise de parole à partir de 15h30.

Nous appelons tous les travailleurs, tous les démocrates et tous les anti-racistes pour que la solidarité internationale n'est pas un vain mot, à honorer de leur présence ce rassemblement.

Les comités des résidents Sonacotra et AFRP en coordination.

SALVADOR

Vinceran O No ?

Avec espoir pour certains et crainte pour d'autres, l'offensive des « *muchachos salvadoriens* » retient l'attention de chacun. Il est vrai que dans ce plus petit pays d'Amérique Latine se joue une carte importante. Importante pour l'impérialisme. Importante pour les peuples de cette région du monde.

Pour comprendre l'importance de ce test salvadorien pour l'oncle Sam, on doit placer le combat des émules de Farabundo Marti dans le contexte international et régional. Depuis les accords de Paris américano-vietnamien en janvier 73, la diplomatie américaine a collectionné les revers. Revers à attribuer selon le côté de la barricade où l'on se place soit à la « *destabilisation soviétique* », soit à la « *volonté des peuples* ». Peu importe. Vietnam, Kampuchéa, Laos pour l'Asie; Mozambique, Guinée-Bissao, Angola, Éthiopie pour l'Afrique... Certes avec plus ou moins de bonheur, l'impérialisme a tenté de rétablir la situation mais il est évident qu'il ne peut plus faire la pluie et le beau temps sur la planète...

Jusqu'à ces dernières années, l'Amérique Latine et la Caraïbe étaient épargnées de cette malade « *manie des peuples* » à vouloir prendre en mains leurs affaires. Plus exactement depuis l'épopée malheureuse du Ché et le bain de sang du Chili en 73, ce coin-là était plus ou moins calme. La doctrine Monroe de 1823, à l'exception de Cuba, marchait à plein.

Et puis, la mauvaise herbe poussant à vive allure, les Caraïbes et l'Amérique Centrale se sont réveillées « *à la liberté* ».

Certes l'impérialisme essaie de colmater les brèches. Il serait dangereux d'en sous-estimer les conséquences. Soit il réagit brutalement comme à St-Vincent. Soit il consolide ses positions comme à la Barbade et au Véné-

zuéla. Soit il neutralise comme au Panama. Soit il fausse le jeu démocratique comme en Jamaïque. Soit il récupère comme en Dominique. Soit il « *démocratise* » comme à Saint-Domingue.

L'ennui et l'épine sont l'Amérique centrale. Le mode de développement qu'ont connu le Nicaragua, le Honduras, le Guatemala et le Salvador a fait qu'aux

contradictions « *normales* » du capitalisme moderne s'en ajoute d'autres dues à des structures de type féodal ou précapitalistes.

Voici l'enjeu du Salvador : Salvador, exemple type de ces pays d'Amérique Centrale. Ce pays indépendant depuis 1831, n'a connu qu'une seule élection digne de ce nom. Et encore le président élu a été renversé quelques mois plus tard.

Exemple type d'un peuple qui n'a cessé de lutter pour sa liberté comme lors de l'insurrection de 1932. Exemple type quand on sait que 2% de la population contrôle plus de la moitié des terres et que 16 familles ont autant de terres que 270 000 autres. Exemple type avec la sous-alimentation et 50% d'analphabètes.

Mais ce n'est pas tout. En 78, la guérilla fait rage, les manifestations populaires se multiplient, les organisations de masse issues des années précédentes (72,74, 77) se renforcent, l'église salvadorienne se range en parti du côté des opprimés. Politiquement le général Roméro, au pouvoir depuis plusieurs années à la suite d'élections frauduleuses est au bout du rouleau. La situation est bloquée et dangereuse. Conscients du discrédit du régime qu'ils soutiennent et traumatisés par le Nicaragua, les USA acceptent de changer la face de leur régime.

Le 15 octobre 79, un « *golpe* » a lieu. Deux colonels Gutierrez et Majano, remplacent un général.

L'objectif des USA est clair.

Pour aider le Salvador dans le giron américain, ils sont prêts à accepter une « *démocratisation* » et des réformes timides. Les colonels tentent une ouverture vers les civils et les forces démocratiques. Demi-échec. Seule l'UDNJ proche des communistes et le MNR social-démocrate acceptent d'entrer au gouvernement. La lune de miel durera peu. Si les ministres ont changé, les structures militaires répressives restent en place. Et parmi ces organismes c'est l'extrême droite qui domine. Ainsi la répression continue et même s'intensifie à l'encontre des paysans et des ouvriers des organisations démocratiques et révolutionnaires. De plus les militaires sont divisés. L'élaboration et l'application des réformes annoncées s'en ressentent. S'estimant otage et caution, le MNR et l'UDN quitte le gouvernement. C'est l'échec de l'ouverture. L'arrivée à la mi-janvier du parti démocrate-Chrétien (Pdc) au pouvoir ne change rien à l'affaire sinon que la bourgeoisie d'affaire accorde son soutien à l'oligarchie. Mais la base populaire du régime se rétrécit à grande allure à partir du début 80. Cette période verra trois processus se développer parallèlement.

D'une part une radicalisation de la répression et une coupure de plus en plus grande entre la junte démocrate-chrétienne et le peuple. Le bilan des morts dus à l'extrême droite regroupée au sein de l'Armée secrète anti-communiste (ESA) et aux forces gouvernementales se chiffrent à plusieurs centaines. La rupture s'illustre avec l'assassinat de monseigneur Romeiro le 24 mars 80. Si l'église avait été l'objet de persécutions auparavant, jamais l'oligarchie n'avait été aussi loin.

D'autre part, on assiste à une fascisation de la junte et de ses alliés. Il est incontestable que l'extrême droite avait été surprise par le coup d'état de 79. Mais elle a rapidement repris le dessus au sein des forces militaires.



Photo Christian Poveda

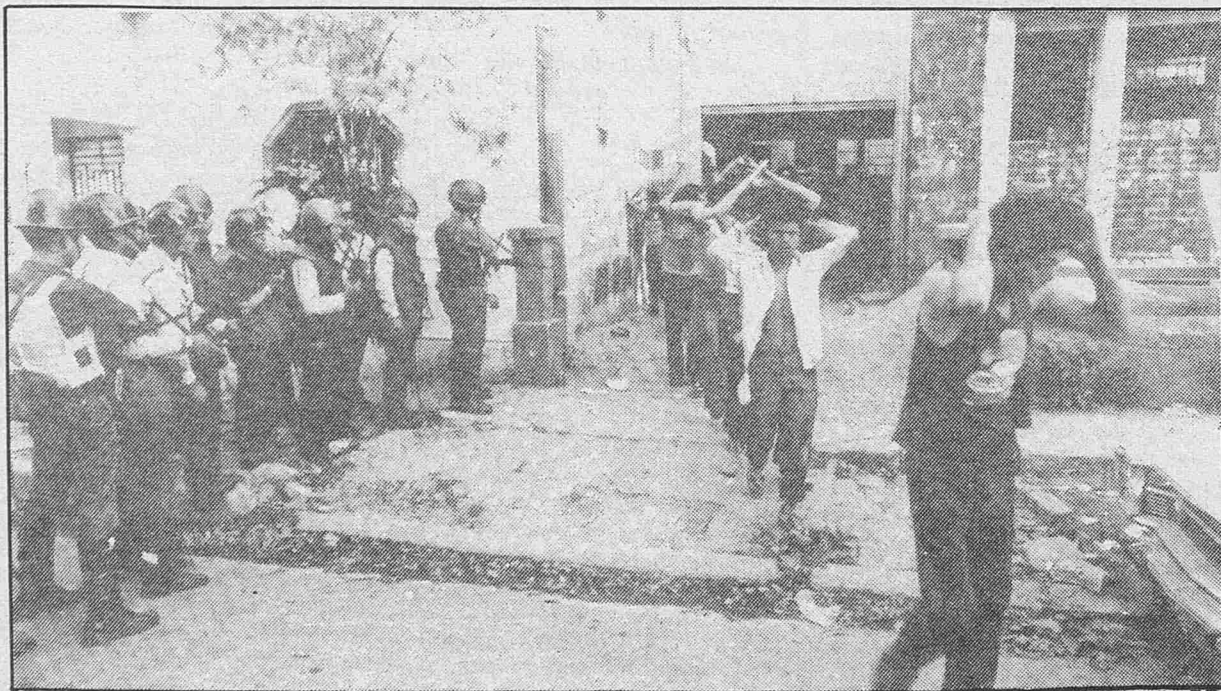
La majorité de la population vit dans la misère.

Troisième processus. L'unification à tous les niveaux des forces révolutionnaires et démocratiques. Pour cela trois étapes. En février, le FAPU, le BPR, les LP-28 février et l'UDN créent la coordination révolutionnaire des masses (CRM). Puis le premier avril est créé le Front Démocratique Révolutionnaire (FDR) qui regroupe les organisations du CRM, les démocrates chrétiens qui ont quitté leur parti, l'église progressiste, les syndicats ouvriers et étudiants, le MNR... Enfin, l'unification militaire suit l'unification politique. Le 10 octobre est constituée la Direction Révolutionnaire Unifiée Politique et Militaire (DRUPM) du Front Farabundo Marti de Libération Nationale (FFMLN). Unification issue de la fusion des troupes armées du PCS, du FPL, et de l'ERP.

Trois processus qu'ont connu le Nicaragua quelques mois avant la chute de Managua. D'où l'espoir de toutes les forces progressistes de la région et du monde quand, au début des années 81, le FFMLN annonce une « *offensive générale* » contre la junte. Pourtant un mois après ce déclenchement la junte est encore au pouvoir. Pourquoi ?

Il est difficile de répondre. On ne peut donner que quelques éléments. Déjà on peut supposer que la gauche salvadorienne a tenté de mettre à bas la junte avant le 20 janvier, date où un cow-boy californien prenait la place d'un vendeur de cacahuète à la Maison Blanche. Et cette course contre la montre aurait entraîné une sur-estimation des

Suite page 9...



Février 80, scènes courantes de répression

Photo Christian Poveda

Les fronts

Coordination révolutionnaire des Masses
créée en février 80, composée du FAPU, UDN, BPR, LP 28-2.

Front démocratique révolutionnaire

Créé le 1er avril 80

Composé du CRM, CUMIP (Commission de l'Eglise populaire)

Syndicats ouvriers, syndicats étudiants, Associations professionnelles, MNR.

Front Farabundo Marti de Libération Nationale.

Créé le 10 octobre 80

Tire son nom du chef de l'insurrection de 1931, secrétaire général du PC assassiné en 1932.

Composé des forces armées de PC, FPL, ERP.

Militaires

DRV : Direction Révolutionnaire Unifiée branche armée du PC. Membre du ffmln.

FPL : Front Populaire de Libération. Né d'une scission du PC en 1969, membre du ffmln.

ERP : Armée Révolutionnaire Populaire. Créée en 1970 par des Chrétiens de la petite bourgeoisie, membres du ffmln.

AFRIQUE DU SUD

Les deux hommes forts du syndicat des employés noirs de l'Industrie de la Presse (Mwasa), Mm Mtinkulu et Thlooe, sont victimes d'un « *banning order* », c'est à dire qu'ils n'ont pas le droit de s'entretenir avec plus d'une personne à la fois, qu'ils sont assignés à résidence, et d'aller là où on fait des publications : c'est ça la liberté de presse en Afrique du Sud : on y presse bien les journalistes noirs.

RCA

6 personnes ont été exécutées à Bangui. Il s'agit : du Capitaine Makoa, ancien commandant de la Compagnie spéciale de sécurité de la maison d'arrêt de Ngaragba pour la mort de centaines de centrafricains, dont des enfants ; de Joseph Faissa et de Pierre Koba, membres des escadrons de la mort, commandés par feu Capitaine Makoa, pour les meurtres de plusieurs personnes à coups de chaînes ou de marteau (quel raffinement !) ; du Général mayomokala qui orchestre la répression contre les lycéens en avril 79, où il y eut des centaines de morts ; de Robert Boukende, gendre de l'ex-Majesté Impériale et conseiller à la Cour impériale de Berengo (finies les Fastes de l'empire) pour avoir tué un adolescent en janvier 79 ; et de Jean-Bruno Dedeavodo, gendre de Papa Bok, pour avoir donné un biberon empoisonné à un enfant en bas âge dont le père M. Obrou est lui aussi, un gendre de Sa Majesté déchue. Quelle famille !

LIBYE

Khadafi, l'inénarrable, en binant son jardin, est tombé sur les ossements du Dernier des Mohicans. Il en a profité pour inviter Sitting-Bull, Cochise, Geronimo à une pemmicahn-party, suivie d'un pow-pow. Le soleil tape dur ces temps-ci à Tripoli.

SENEGAL

Le sudes (Syndicat Unique et Démocratique des Enseignants du Sénégal), le principal et le plus farouche syndicat de l'enseignement opposé à la politique gouvernementale de l'Éducation a été convié par le nouveau président M. Abdou Diouf aux États Généraux de l'Éducation. Le Sudes, tout en acceptant cette invitation n'en a pas pour autant exclu la grève prévue pour les 13-14 février. Sur le plan interne, voilà un test de taille pour la politique d'ouverture du nouveau président, qui n'a pas hésité à élargir le nombre de partis constitutionnels dont la première conséquence, est la reconnaissance du parti de M. Cheikh Anta Diop.

REP. SUD AFRICAINE

L'AZAPO, dont l'existence officielle remonte à avril 78, a tenu son premier congrès à Pietersburg. Cette organisation noire anti-apartheid est l'une des rares et principales organisation tolérée par le gouvernement. En réaffirmant sa conviction dans les positions de la conscience Noire, son soutien à la SWAPO, et en demandant la reconnaissance de l'ANC, elle assure la relève de la Black People's Convention. 20 de ses membres sont emprisonnés.

BL



L'évêque du peuple Monseigneur Romero, quelques jours avant l'assassinat.

Photo Christian Poveda

bourgeoisie avec l'aide américaine (ou avec son intervention directe) arrivent dans ce pays à y établir « *une paix des morts* » le Nicaragua où le pouvoir populaire est encore jeune sera en danger de mort.

Jusqu'où iront les USA dans leur aide aux militaires et démocrates chrétiens salvadoriens ?

Tout dépend de la pression internationale pour faire respecter le droit du peuple du Salvador à décider de ses affaires lui-même. Le FDR et le FFMLN l'ont compris en envoyant à travers le monde des délégations pour intervenir auprès des gouvernements.

Il est essentiel de tout faire pour empêcher Reagan d'envoyer ses marines casser du mépris et de l'indien ou d'autoriser le Honduras et le Guatemala à « *aider* » le Salvador.

La France a déjà choisi son camp. La semaine dernière, Giscard a reçu les lettres de créance de l'ambassadeur des assassins de femmes et d'enfants.

Quant à la gauche et à l'extrême gauche française, à part des articles et quelques réceptions de salon, elle est plus préoccupée par les élections présidentielles que par le Salvador.

Neg Mawon

...Suite de la page 8

forces. Possible. Mais il faut dire que le schéma actuel que connaît la révolution salvadorienne entre dans le cadre de ceux qu'ont connus les révolutions cubaine et nicaraguayenne : offensive générale, stabilisation et offensive finale. Et on a eu tendance à confondre chez certains observateurs l'offensive générale à l'offensive finale.

Aujourd'hui, le Salvador connaît une phase de stabilisation. Chaque camp recompte et re-

groupe ses forces. Le FFMLN contrôle certains territoires particulièrement à la frontière avec le Honduras pour empêcher une coalition à son encontre. Dans ces régions il met sur pied une véritable armée révolutionnaire structurée. En revanche dans la capitale son harcèlement se limite à des actions de guérilla. Ainsi donc si les progressistes ont peu de raison de s'inquiéter pour ce qui s'est passé. Il n'en est pas de même pour l'avenir.

Reagan et les USA ne ménageront pas leurs efforts pour fai-

re échec à la révolution salvadorienne. Car il est clair pour tout le monde que si le Salvador « *passé au communisme* » les dictatures du Honduras et du Guatemala où la guérilla se renforce, ne tiendront pas longtemps. Écraser à n'importe quel prix le FFMLN, c'est la sauvegarde de l'hégémonie américaine dans la région.

Quant aux révolutionnaires salvadoriens, ils sont conscients que leurs combats ne se limitent pas aux frontières de leur pays Si les militaires et la grosse

Les sigles

Organisations soutenant la junte.

ORDEN : Organisation de la Défense Nationale théoriquement dissoute en octobre 79. En fait bras armé de l'extrême droite militaire.

ESA : armée secrète anticommuniste. Créée en 1980, a revendiqué l'assassinat de Romero.

CONDECA : Conseil de défense de l'Amérique Centrale. Regroupe les états majors des dictatures de la région. Créé pour faire face aux révoltes populaires.

Parti démocrate-Chrétien : parti de la bourgeoisie salvadorienne

Organisations démocratiques et révolutionnaires politiques

PCS Parti Communiste du Salvador créé en 1930 a dirigé l'insurrection de 1932, est passé de la stratégie « *étapiste* » en 44 puis national (soutien à la guerre du foot-ball en 69. Union élec-

torale avec la bourgeoisie du sein de l'uno) pour retourner à la lutte armée et de masse. Membre du FFLMN.

MNR : Organisation Mouvement National Révolutionnaire. Organisation sociale démocrate, membre de l'internationale socialiste a participé au gouvernement jusqu'en décembre 79. Membre du FDR de masse.

UNO : alliance électorale de la gauche modérée aux élections de 72, 74, 77.

UDN Union Démocratique Nationaliste, organisation de masse du PC a participé au gouvernement jusqu'en 79, membre du FDR.

BPR Bloc Proletaire Unifié, créé en 1972 membre du FDR.

FAPU Front Action Populaire Unifié. Créé après la répression de 74 membre du FDR.

LP 28-2 : Ligue populaire du 28 février, membre du FDR.

Un nouvel Eldorado pour les Mauriciens

Après l'Australie, la France. Après la France, l'Arabie Séoudite. Un eldorado en chasse un autre... Les pays du Golf sont

offerts en rêve à la jeunesse mauricienne en mal d'émigrer par les « *vieux de la vieille* » qui relancent, à bon escient, le cheval de bataille de l'émigration.

Encore une fois, ce thème éculé fera recette aux prochaines élections législatives annoncées pour décembre. Cette fois, les promoteurs Mm. Twayab Ibney Rostom et Yousous Mohamed, entendent s'adresser à la jeunesse musulmane, comme en 1976, Duval invitait les jeunes créoles catholiques à gagner

les terres paradisiaques de la France Giscardienne. Décidément, le communalisme a de bonnes racines chez nos géronocrates de l'île Maurice.

M. Rostom préside l'Amicale Maurice-Arabie Séoudite et M.

Yousouf Mohamed, ancien ministre du Travail, décrié par les syndicalistes de tout poil, occupe le poste d'ambassadeur au Caire, en relation avec tous les états du Golfe Persique. Plusieurs échanges de délégations ont eu lieu ce mois dernier entre Maurice et l'Arabie.

Le 6 janvier, des représentants du secteur privé saoudien ont été reçus par M. Saccaram, ministre de l'emploi. Ils sont venus recruter 800 personnes pour la firme *Tasco*, une filiale de *Dalasco* en Arabie Séoudite. Durant leur séjour, à Maurice, les membres de la délégation saoudienne ont rencontré des employeurs mauriciens de BTP. Ils les ont incités à s'intéresser au marché saoudien, qui leur est ouvert pourvu qu'ils soient

compétitifs. il ne s'agirait donc plus de faire émigrer des travailleurs mais des entreprises avec leurs salariés.

Cette voie est en passe de se faire adopter par plusieurs sociétés en rupture de chantiers :

ainsi la *Drake & Scull Engineering Ltd.* Cette entreprise, à la fin de ses chantiers mauriciens, a proposé à 89 ouvriers sur 136 de l'accompagner en Arabie Séoudite. Ceux-ci ont accepté des contrats de deux ans renouvelables, à la fin décembre. Ils sont toujours à Maurice, dans l'attente de la régularisation de la situation de l'employeur par l'administration saoudienne. En effet, *Drake & Scull* ne s'est pas fait enregistrer dans les délais prévus par la loi saoudienne.

Mais, affirme à la presse, M. Youssouf Mohamed, c'est en bonne voie de régularisation. A l'en croire, les travailleurs

concernés seront sous peu à Djedda.

A la mi-janvier, une délégation mauricienne conduite par M. Rostom, se rendait à Ryad. Avant son départ, M. Rostom déclarait qu'il voulait discuter des possibilités d'une émigration vers l'Arabie Séoudite. Son ambition était « *de faire aboutir des perspectives d'emploi pour 15 000 émigrants mauriciens dans ce pays.* » A son avis, les pays, du Golfe persique sont des pays d'immigration. Le nombre des chômeurs à Maurice ayant atteint le chiffre record de 40 000, l'Arabie peut être une chance pour les mauriciens. Chaque année, le gouvernement de Ryad délivre environ 90 000 visas à des immigrants. En 1980, 60 000 pakistanais, 15 000 indiens, et 15 000 coréens ont trouvé des débouchés en Arabie.

BL

Le Mouvement Anti-Apartheid

Le mouvement anti-apartheid (MAA anciennement CAO) s'est réuni à Paris les 31 janvier et 1 février pour une coordination nationale, la dernière avant le congrès national qui aura lieu en octobre 1981.

Depuis 1975, le MAA poursuit des campagnes d'information et d'action contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie, qui ont permis d'obtenir de nombreuses victoires : annulation de la tournée des « springboks » en 1979, vie sauve pour James Mangé en 1980, etc...

Les discussions ont porté tout d'abord sur la situation générale en Afrique du Sud, il a été souligné l'importance de contrer la propagande pro-apartheid qui veut démontrer que l'Apartheid disparaît peu à peu alors que l'analyse des faits prouve au contraire que si les lois racistes fondamentales (passeports, ségrégations scolaires et professionnelles) se transforment c'est toujours dans le sens d'un contrôle et d'une répression accrue.

Le mouvement s'est posé le problème de son élargissement et de son renforcement. Une campagne d'adhésion vient tout juste d'être lancée et l'idée de tenir des coordinations régionales de formation dans le but de revitaliser les énergies et les initiatives locales, se concrétise peu à peu. La première aura lieu les 20 et 21 février (Boutique du Monde, Dieuze 57260) la deuxième se tiendra dans le Nord, et les suivantes à Dijon puis dans le sud de la France.

Il a été question également de promouvoir la diffusion la plus large possible du journal MAA « Apartheid, non ! » instrument indispensable pour toute action anti-apartheid. Déjà une nouvelle formule plus souple, d'un abord plus facile est née il y a quatre mois.

NON AU FINANCEMENT DE L'APARTHEID

Les débats les plus importants se sont tenus autour de la campagne « banque » commencée en juin 1979 et qui dans le cadre de l'isolement économique du régime d'Apartheid vise à dénoncer les prêts et les investissements des banques françaises en Afrique du Sud. La campagne a posé problème par son « côté technique et abstrait » par le type de démarche complexe demandée aux militants :

envoi de lettres individuelles à leur banque demandant des explications sur l'emploi de leur argent. Il a été décidé de reformuler la démarche d'ensemble et en premier lieu de reprendre une campagne intensive de sensibilisations sur le rôle des banques françaises dans le renforcement de l'apartheid. La volonté d'isoler l'Apartheid tant sur le plan économique que sur le plan politique ou sportif a été clairement réaffirmée au cours de la coordination (un numéro spécial d'AN ! traitant de ce problème sortira en mars avril). Cette volonté, c'est également celle des mouvements de libération qui se battent aujourd'hui en Afrique du Sud et en Namibie.

MANDELA ET LES AUTRES

Une des campagnes menées en permanence par le MAA est l'action pour la libération des prisonniers politiques. Actuellement une large mobilisation impulsée par des militants anti-apartheid d'Afrique du Sud se fait autour du nom de Nelson Mandela : leader de l'ANC emprisonné depuis 18 ans à Robben Island. Le MAA participe à ce mouvement international avec un matériel important : tract, pétition, affiches et a pris la décision de publier un appel pour la libération de Mandela à la fin du mois d'avril. Il se bat également pour obtenir la vie sauve des trois militants de l'ANC et du sympathisant de la SWAPO récemment condamné à mort.

LA NAMIBIE ? QU'EST-CE QUE C'EST ?

La Namibie peut-être le pays dont il est le plus question à l'ONU, sûrement le moins connu de l'opinion publique française. Pour sortir ce pays de l'ombre, le MAA s'est engagé au cours de sa coordination à entamer une campagne massive d'information, un « 4 pages » une expo-photos et un film seront les principaux véhicules. Dans la mesure des forces, le MAA essaiera aussi de développer une action dans le sens de l'aide matérielle aux réfugiés namibiens qui vivent dans des camps en Angola et en Zambie et qui sont fréquemment attaqués par l'armée sud-africaine.

Secrétariat national du MAA

**A NOS ABONNES,
A NOS LECTEURS
EXCEPTIONNELLEMENT**

Achetez un second exemplaire de « Sans Frontière » et offrez le à vos amis, ou compagnons de travail.

Afrique du Sud :

Un vent de libéralisme

pendant que l'inflation galopante (comme la phthisie) hante les nuits de pas mal de chefs d'Etat, la balance commerciale sud-africaine accuse un léger excédent de 33,192 milliards de francs. C'est quand même bien la politique d'apartheid. Des fois qu'elle ferait tâche d'huile. Bref. Les exportations de ce charmant et prospère pays, où il fait si bon vivre - nul n'en doute, s'élèvent à quelques 119,328 milliards de francs (une brouille) et les importations à 86,016 milliards de francs. SVP, y aurait pas un petit milliard en rabe pour poser la moquette dans les bantoustans ? Vous vous doutez que la RSA ne commerce pas seule, ni avec son ombre, qui, comme toute ombre est noire. Alors, voilà : ce « gentil » pays a exporté pour 6,612 milliards de francs, et importé pour 1,680 milliards de francs avec l'Afrique. Vous comprenez : comme l'argent n'a pas d'odeur, il ne peut pas trop avoir de couleur, donc on ne peut lui appliquer les critères de la théorie du développement séparé. Les théories c'est comme les conférences : elles mènent à tout ; suffit de savoir où on va. C'est pas tout : avec l'Europe, il y a eu 31 000 F d'exportations (pour l'argent de poche ?) et 34,338 milliards de F d'importations. Pas folle la blanche « IO » : exporter le moins d'oranges sud-africaines tout en

pressant le citron ailleurs pour importer vers la RSA (en vertu de l'embargo pétrolier, non ?). J'veus dis les « blablabla », ça a du bon.

Attendez, il reste les USA (en plus, ils sont pleins de blé). La RSA a exporté vers le pays des présidents à cacahuètes et cowboys, pour 12,774 milliards de F alors que le montant de ses exportations s'élevait à 8,496 milliards de F. La statue de la liberté appréciera.

-195 personnes sont victimes des « banning orders ».

- Un lycéen, noir évidemment, du Cap, Vinto Kuse, âgé de 19 ans, a été condamné à 1 an de prison pour avoir refusé de donner ses copains, accusé d'avoir organisé le boycott des cours qui dure depuis 8 Mois.

- A Port-Elizabeth, plus de 1 000 ouvriers noirs de la « Firestone », ont été mis à pied. Certainement pour se reposer de leur grève entamée le 26 janvier, et à laquelle ils ne voulaient donner de fin. Il y a 1 500 employés dans cette boîte ... Ça tourne ... Ils sont tous en grève.

- A Durban, 59 ouvriers noirs de la « Coates limited » sont en grève, par solidarité avec des licenciés.

- Il y a aussi des mineurs blancs en RSA et ils sont super « cool ». Pour preuve, leur syndicat, qui compte 18 000 membres, menace

de se mettre en grève (c'est contagieux, ça), si les noirs occupent certains postes qui leur sont interdits. Si la raison est hellène et la passion nègre, dans certaines contrées, en RSA, la sueur dans les mines est nègre et la climatisation dans les bureaux, blanche.

-Le « commando des jupons » des femmes afrikaner d'extrême-droite, déclare : « la RSA est un pays de blancs et les nègres sont et doivent rester une race inférieure ». Que voulez-vous, il y a le féminisme et le masculinisme.

- M. Muller, ex-ministre des transports, profitant du Congrès du Syndicat des Mineurs (vous savez, les 18 000), livre ses états d'âme : « le pouvoir en RSA est l'apanage des afrikaners (blancs) et doit le rester à tout prix ». Mais pourquoi n'est-il plus ministre ?

- M. Senekal, ministre de l'Eglise réformée hollandaise, dont la majeure partie des blancs là-bas, font partie, à leurs moments éperdus de foi, toujours au même congrès, inspiré de la lumière divine, et en pleine transe mystique, s'écrie : « Dieu nous a faits blancs, et veut que nous combattons pour le rester ». Ainsi soit-il.

Après la conférence de Genève, un vent de libéralisme souffle, force 10 en Afrique du Sud.

Brèves Brèves Brèves Brèves

ZAMBIE

Un adolescent de 14 ans a trouvé la mort à Wusakile et une cinquantaine de mineurs grévistes ont été blessés, cela grâce aux bons de la police. Pourtant, tous les mineurs de la « ceinture de cuivre » après cinq jours de grève, avaient décidé la reprise du travail.

CAP—VERT

Une délégation mozambicaine est arrivée à Praia, sous la conduite de M. Marcelino Dos Santos, 2e personnalité du Frelimo, elle devra servir de médiation entre le Cap-Vert et la Guinée-Bissau, en bisbilles depuis le coup d'état du 14 déc. qui destitua Louis Cabral.

USA

M. Stockman, directeur du budget, aimerait bien que son président réduise de 2,9 milliards de \$ l'aide américaine au développement (son slogan : « Tiers-Monde, sous-développé seul ») et aussi que les USA se retirent de l'UNESCO comme ça, les 87 millions de \$ dus à l'UNESCO, n'auront plus lieu d'être. Y'a de ces cerveaux, ces temps-ci à la tête des USA.

MADAGASCAR

L'ancien ministre malgache des Affaires étrangères, sous M. Tsiranana, M. Rabemananjara, a brisé le silence dans lequel il s'était replié, depuis 73, date du début de son exil à Paris. Il réclame la libération de son compagnon de route, avec lequel il fonda le « Mouvement démocratique de la Révolution malgache », qui mena cette île à l'indépendance en 1960. M. Monja Jaona (âgé de 73 ans). Allons, M. le Président Ratsiraka, un peu de sérieux, quand-même !

ZAIRE

Les journalistes belges récemment au Zaïre, sur invitation gouvernementale, sont rentrés en Belgique sur invitation expresse dudit gouvernement, ils voulaient lorgner de trop près le kivu où 13 députés « mal élevés » ont eu l'outrecuidance de signifier au guide M. Mobutu, son incompetence à gérer le pays (mais non sa fortune personnelle) et donc ont été assignés à résidence. Démenti de l'agence de presse Zaïroise : « Ils ne veulent même revenir ». Deux solutions : soit ces journalistes dansaient vraiment mal le « Kavacha », ce soit il n'y avait plus de frites.

ZAMBIE

A Kitwe, la police a blessé 3 mineurs et un écolier à la mine de Mindola du groupe « Nchanga Consolidated Copper Mines » (NCCM). Mindola est la seule mine où les mineurs pour suivent la grève. A Lusaka, la grève des employés de banque se poursuit, cela pour protester contre les sévices faits à un représentant du syndicat des banques.

NAMIBIE

Une délégation de la DTA, parti interne namibien bien réac et dont la promiscuité de pensées avec l'Afrique Sud n'est plus à établir, serait attendu à Washington, courant février, par l'ex-reporter sportif, acteur de série de B. et ex-gouverneur maintenant président, j'ai nommé M. Reagan. Cette délégation devrait rencontrer la YNRF, mouvement de jeunes affilié au parti du pote à Sinatra. Ah oui, la YNRF qui préconise un libéralisme sans précédent, voudrait bien que le « stuff » de M. Reagan cesse de « baller » l'ONU tant que celle-ci soutiendra la SWAPO. Et vive la conférence de Genève ! Aux States, il n'y a pas que les bords des « Stetson » qui sont larges.

Femmes de Tunis

Deux jours durant, au coeur de la médina de Tunis, dans un ancien palais arabe devenu le Club « *Tahar Haddad* », maison de la culture, des femmes se sont rencontrées et ont parlé.

Elles ont parlé de l'éducation qu'on donne aux petites filles, selon le bon vieux cliché « *entre la tradition et la modernité* ». Tradition faite à la fois de richesse culturelle et d'oppression ouverte, modernité encore mal définie, mal intériorisée. Elles ont dénoncé l'image d'elles que donnent les médias : image dépréciative, déformée parfois à la limite de l'insulte. Elles ont joué des sketches sur elles-mêmes.

Tout cela, les « *femmes du club* », comme on les appelle ici, celles qui depuis plus de deux ans maintenant, ont créé le « *Club d'étude de la condition féminine* », l'ont organisé seules, l'exposition de livres en arabe, les panneaux illustrant la représentation de la femme à travers les journaux, des rédactions d'écoliers, dissertant sur le même sujet (sur l'une des copies : « *Je veux que ma femme soit belle, intelligente, travailleuse et ... islamique* »).

Les exposés, l'organisation des débats, tout cela est le fruit d'un travail fait en commun : au terme d'un long apprentissage, d'une réflexion riche de ses contradictions. Les hommes étaient venus nombreux, mais si leurs interventions parfois envahissantes n'apportèrent en général pas grand chose de nouveau au débat, ce qu'ils ont exprimé a révélé comme une peur de voir leur rôle et leur statut contestés, mais, aussi, un désarroi et une vulnérabilité inattendus, comme s'ils étaient venus chercher un réconfort : « *ne nous faites pas le coup du MLF* » et dans un même mouvement spontané, sur lequel elles ne manqueront pas de s'interroger plus tard, les femmes incriminées ainsi les ont laissés parler, acceptant les critiques les plus acerbes sans broncher, les poncifs et les lieux communs les plus ressassés, sans mépris. Il en est résulté une impression de malaise, de conflit latent, car ces femmes, se sentant sans doute trop faibles encore pour affronter les attaques virulentes dont le club est l'objet depuis sa création, ont soif de démontrer un environnement hostile et aux aguets qu'elle ne sont pas « *les MLF* », les « *apolitiques, les intellectuelles, les sexistes* » et la liste est longue, dont on les taxe en permanence dans les milieux les plus avancés et dits de « *gauche* ». toutefois, considérant que ces contradictions ne sont que le reflet des tensions qui opposent souvent hommes et femmes dans une société faisant pourtant figure d'exception au niveau du monde arabe par les droits qu'elle a conférés à la femme dès l'indépendance, le seul fait de la rencontre et de la discussion, l'acquis considérable que représente l'expression publique des femmes sur leurs problèmes, nous encourageant à tirer un bilan positif de ces journées qui, espérons-le, se renouvelleront souvent et trouveront l'écho qu'elles méritent (surtout au Maghreb).

L'éducation des petites filles

L'exposé en question est le fruit d'un questionnaire distri-

bué auprès de cinquante femmes dont dix étudiantes, dix enseignantes, dix femmes au foyer, dix fonctionnaires, et dix ouvrières.

Si l'analyse des réponses recueillies ne prétendait ni à l'exhaustivité, ni à une représentativité quelconque, elle ne se révélait pas moins être un indice précieux de la constance de certaines caractéristiques communes aux divers milieux sociaux sondés.

Il est par ailleurs intéressant de constater la présence d'un certain attachement à la tradition, ne serait-ce qu'à un niveau formel, dans la description même de rites et de gestes qui illustrent des pratiques encore vivaces et qui semblent s'être ancrées solidement dans les mentalités. En société arabo-berbère, la venue d'un enfant est toujours attendue avec joie. Mais la distinction entre les sexes se manifeste très clairement au niveau du langage. En effet, la naissance d'une petite fille fut longtemps, elle l'est toujours d'ailleurs, considérée comme une source d'ennuis, une catastrophe même pour le père ; celle d'un petit garçon est une bénédiction. La femme qui n'aura pas enfanté de mâle est rejetée tout autant que la femme stérile : « *L'ouled amara ou tofta khsara* » : « *le garçon est prospérité, et la fille perte* », dit le proverbe et : « *errajel amud el bit* » (l'homme est le pilier de la maison).

filles ou garçons ?

Comme de nombreuses civilisations, la société arabe connaît les procédés de prévision de l'enfant à naître. Ainsi, si le ventre de la mère est plus proéminent à la hauteur du nombril, si la mère n'est que peu indisposée par sa grossesse, si l'enfant se manifeste tôt mais que ses mouvements restent dans les limites du supportable, alors, l'heureuse mère attend un garçon.

Si le ventre est plus aplati à sa base, si les mouvements qui l'agitent, pour s'être manifestés tard, n'en sont pas moins violents et désordonnés, provoquant par là une grossesse pénible à la

pauvre mère, vous l'avez deviné, c'est une fille qu'attend la malheureuse. Il existe d'autres tests : on donnera à choisir les yeux fermés à la mère, entre un grain d'orge et un grain de blé. Inutile de dire lequel annonce un garçon.

Naissance : You-you pour l'un, tristesse pour l'autre. Le jour de l'accouchement, on accueille la naissance d'un garçon par des you-you retentissants. Pour une fille, et sans doute dans le but de lui enseigner un des grands principes de son éducation future, la discrétion est plus de mise.

Le sexe d'un petit garçon fait l'objet de l'admiration sans bornes des femmes qui jouent volontiers avec et lui attribuent force qualificatifs et surnoms affectueux. On ne change par contre, jamais une petite fille en présence d'hommes. Son sexe est déjà considéré comme honteux, et sa virginité autour de laquelle toute son éducation sera centrée, obsède déjà sa mère.

Les petites filles commencent très tôt à intégrer la fonction que leur éducation leur assigne. Dans les milieux populaires, surtout, elles doivent assumer les responsabilités de la maison et remplacer leur mère auprès de leurs petits frères et soeurs, quand elles ne sont pas occupées à travailler à l'extérieur contre un salaire insignifiant qu'elles ne percevront jamais, et les petites bonnes ne sont pas rares dans nos pays en voie de développement. La mère contribue par la force des choses à perpétuer la tradition dans l'éducation qu'elle donne à ses enfants. Si on l'envoie aujourd'hui plus volontiers à l'école qu'hier, ses études ne préoccupent pas outre mesure ses parents et son travail éventuel restera limité au champ restreint des emplois dits « *féminins* » : secrétaire, enseignante, etc ...

Si les maris tunisiens acceptent aujourd'hui de plus en plus nombreux que leur femme travaille (et ce, souvent plus par nécessité économique que pour toute autre raison), son travail n'est pas reconnu et l'on se plaît à souligner maris bénéficiaires y compris, que son travail est inutile et quasiment contre nature, car son absence hors de la maison signifie abandon de sa famille. Telle est la réalité aujourd'hui et si une minorité de femmes vivant dans les grandes métropoles peuvent prétendre à une vie meilleure, pour la majorité des femmes arabes, c'est encore la tradition et ses pratiques les plus rétrogrades qui président malheureusement à leur destin ; d'où l'importance et la nécessité vitale de la création de lieux, d'espaces de liberté comme « *le Club d'étude de la condition féminine* » en constitue un.

La femme à travers les médias

La télévision diffuse deux feuilletons assez caractéristiques de l'image de la femme offerte ordinairement par les médias. Il



s'agit de « *Mhall Chahed* » et « *Ommi Traki* ». La radio diffuse quant à elle deux émissions quotidiennes du même type : « *hissatal mara* » en arabe et « *entre nous mesdames* » sur la chaîne en langue française. Ces deux dernières sont à l'image des journaux féminins et distillent avec tout le miel des conseils de beauté, recettes de cuisine etc ... Elles sont donc plus représentatives d'une aliénation à l'occidentale et d'un encouragement à la consommation effrénée de produits de beauté qu'elles ne caractérisent une réalité plus spécifiquement tunisienne. Quant à « *Mhall chahed* » émission quotidienne aussi elle met en scène deux personnages : celui de l'homme, Hmaïdato, intelligent et subtil. Comme il se doit. De plus, homme mûr, donc sage. Son rôle est de briller. Son faire valoir est Hnani, vieille femme bête à la limite de la débilité, qui aboie plus qu'elle ne parle et ne sait rien, ne voit rien, ne comprend rien. Ce qui donne beaucoup de mal à Hmaïdato qui doit déployer des trésors d'éloquence pour lui faire saisir que le prix du pain a augmenté ou que le Président oeuvre pour le bien de la nation.

Le langage comme révélateur

Deux femmes se font face, qui pourraient être une, tant elles se ressemblent. Elles parlent, en dialectal, langage de la vie, langage de femmes, impossible à traduire tant est riche de spécificités cet arabe tunisien. Ce sketch a suscité des réactions passionnées dans l'auditoire et ce fut l'un des rares moments où l'on a vu les hommes chercher fébrilement des justifications, approuver sans réserve les revendications des femmes, surenchérisse même parfois. L'emploi du dialectal, plus proche du vécu, n'est certainement pas étranger à cela. Mais ce que remet en cause le sketch de Hayat Gribaa, c'est chacun et chacune de nous individuellement parce que son texte est fait exclusivement d'expressions, de cli-

chés tellement usités qu'ils en étaient devenus à peine perceptibles, mais qui, tels qu'elle les a utilisés, reprennent tout leur sens. Hayat en parle ainsi, écoutons-la : on dit : « *les femmes ne parlent pas, elles bavardent. C'est une façon de leur dire : taisez-vous. Ce n'est pas parce qu'elles tiennent un discours différent de celui des hommes qu'elles ne parlent pas. Elles vivent. Si on ne les écoute pas, si on ne les voit pas, on dit qu'elles n'existent pas, parce-qu'en fait, on ne veut pas qu'elles existent par cette parole. J'ai essayé de reprendre tous les clichés qui ont cours sur la femme, du genre : le travail ménager, c'est rien du tout ! ... Je dis dans le sketch à quel point le travail ménager est pénible et absorbant. J'ai repris une expression tunisienne : « *oqutlo, yeshbah ha y* » : « *tues-le, il revit* ». Elle illustre très bien la nature de ce qui se fait à la maison : sitôt terminé, il faut le refaire, et j'ai voulu le revaloriser aussi, comme étant, non pas inhérent à la nature féminine, mais comme étant ce qui fait la vie aussi. Dévaloriser tout ce qu'une femme fait à la maison, c'est encore une façon de l'exclure. Par exemple, dans le sketch, la femme interpelle l'homme en lui disant : « *si Mohsen, l'évier est cassé, il faut le remplacer* ». Celui-ci s'emporte, lui répond alors : « *que me parles-tu de l'évier, l'Irak et l'Irak sont entrés en guerre* ». J'évoque aussi toutes les représentations de la femme que donnent les films égyptiens qui passent à la télé. La télé, c'est très important pour les femmes, elles la regardent toute la journée. Tout au long du sketch, la femme se dévalorise, aussi : on la voit se débattre dans ses contradictions, mais elle continue à les vivre, même si elle en a pris conscience, elle ne peut pas réagir, parce que cela remettrait trop de choses en question, que ce serait trop radical et trop violent. »*

FAIZA

La semaine prochaine, des témoignages de femmes et un poème. (à suivre).

GIANI LORINGETT

« connaissez-vous la Danse Jazz ? »

Danseur, acteur, chorégraphe, Gianin Loringett a fait ses études de danse à Londres avec Matt Mattox. Il intervient comme soliste dans plusieurs compagnies, ainsi que sur des séries de télévision.

Il part en tournée avec « West side Story », et participe à d'autres comédies musicales telles que « Hello Dolly », « Tell » ...

Le cinéma le voit interpréter plusieurs rôles, en particulier dans « Jacques Brel is alive and well and living in Paris » « Portrait d'un danseur » 1976, « tous velettes » 1979.

Depuis quatre ans, Gianin Loringett se consacre à la chorégraphie, et crée « Pierrot et le cosmos » en 1978, « Apothéose » en 1979, « Jazz Variations » à Nervi en 1980, « Gipsy Fame » à Zurich en 1980 ; avec Rosella Hightower pour « L'Enfant Divin » dans le cadre du Fes-

tival de Musique Sacrée à l'Opéra de Nice en 1977, ainsi que des revues musicales comme « Attention Fragile » pour Anny Duperey et Bernard Giraudeau en 1978, « Carmen » pour le Paradis Latin en 1979, également la chorégraphie et la mise en scène de plusieurs autres productions, telles que « On peut amener ses parents », une comédie musicale pour enfants créée à Paris en 1979 ; « Tupac Tosco », une vision chorégraphique de l'Argentine, Paris 1980.

La Danse Jazz a, depuis quatre ou cinq ans, évolué de façon surprenante en France. Malgré cet enthousiasme, il faut noter la rareté des compagnies de danse jazz. C'est avec l'intention de présenter au public un nouveau style de spectacle de danse essentiellement « jazz » que j'ai créé ma compagnie « Off Jazz Dance Company ».

H.D. K.L.



pu faire une relation avec Travolta. L'impact social disco a été nécessaire comme catalyseur, amis elle a ses limites. C'est là qu'interviennent les écoles de danses. En plus le côté gymnastique s'estompe dans la danse ; Certes, il y a aussi un phénomène de mode, mais les gens préfèrent travailler leur corps. La danse jazz va s'épanouir. Pour cela, il faut des subventions.

S.F. : Si les gens ne savent pas ce qu'est une compagnie de jazz, il faut les informer pour qu'ils viennent, non ?

G.L. : Non, je compte sur leur curiosité. Il y a eu peu de spectacles jazz, à part « West side story », très riche en jazz qualitatif, et des comédies musicales. Comme le public n'a pas pu voir de spectacles de jazz, il n'a pas de repère : alors, il faut en créer. Tenez, avant Béjart, les gens connaissaient peu le moderne. Béjart a su le populariser, lui donner une griffe par ses qualités. Pour le Jazz, ce n'est pas en une tournée que le « boom » va se déclencher.

S.F. : Quelle est la composition de votre troupe ?

G.L. : Des jeunes pris en France ; car je trouve qu'il y a beaucoup de talent en France. On n'est pas obligés de faire appel à des américains.

S.F. : Il y a un complexe américain, non ?

G. : Oui, forcément, dans la danse jazz, ici, les gens ont un complexe d'infériorité, mais ils ont tort. Ils n'ont qu'à le soigner, parce qu'il ne faut pas oublier qu'en France, il n'y a pas les mêmes possibilités d'études et qu'en plus, ce n'est pas la même histoire, la même culture du jazz qu'aux USA. Actuellement, le jazz fait un grand « boom » en France, parce qu'on est en train de le découvrir à travers des professionnels comme Matt Matton. Dans toute l'Europe d'ailleurs.

S.F. : Que pensez-vous de la troupe d'Alvin Alley. N'a-t-elle pas ouvert le jazz au grand public ?

G.L. : Si, énormément. Mais il n'a pas suivi cette ligne.

S.F. : C'est à dire ?

G.L. : Alvin Alley était mieux placé que quiconque pour ren-

dre le jazz. Tout comme les blancs sont mieux placés pour rendre le classique, c'est une question de traditions, d'histoire passée vécue. Il y a eu un noir américain qui était chez Ballanchine avant, qui a monté une troupe de danseurs classiques noir à New York. Techniquement, c'était fabuleux. Mais il manquait l'esprit du classique. Cependant, ils faisaient des trucs en classique

qu'aucun blanc ne pouvait faire. Mais c'est un autre problème, parce que là-bas, c'est très dur pour eux, il y a le racisme et tout ça. Les noirs sont des « Performers », cela ne veut pas dire que les blancs ne le sont pas, on ne va pas commencer une polémique là-dessus. Mais prenez « Harlem Swing », tout colle, tout est dans le ton. Fabuleux.

S.F. : Vous avez déjà travaillé avec des Africains ?

G.L. : Oui. Et c'est vraiment bien parce que cela aide à connaître, à comprendre, et non pas dire Barbès « beurk ! », les défauts comme les qualités. J'ai souvent travaillé avec des noirs. C'est vraiment enrichissant. Dans ma première compagnie, j'avais trois jeunes arabes que j'ai voulu avoir là, mais ils avaient d'autres engagements. Il y a cinq ou six ans, il n'y avait pratiquement pas de danseurs arabes. Petit à petit, ça vient. Mais il y a un problème non négligeable, c'est la cherté des cours à Paris, un cours peut atteindre 38 F, et prendre un

abonnement d'essai à 400 F pour voir, ça fait cher. Mais eux trois avaient d'abord suivi des cours dans une MJC, en Banlieue, c'est une bonne chose que les MJC popularisent la danse en donna la possibilité aux couches défavorisées de suivre des loisirs qu'ils ne pourraient s'offrir à Paris parce que c'est trop cher.

S.F. : Pourtant les musiques des ballets sont très influencées par les percussions arabes ou noires.

G.L. : De toute façon, au point de vue rythmique, cette influence est dominante. Il y a un très grand musicien noir américain Ralph Mac Donald, qui fait un morceau de 20 mn, « The Path » qui débute par un rythme de « Changa » avec des « Negro spirituals » ; on perçoit derrière ce rythme le voyage des esclaves, leur arrivée à Trinidad où le rythme se transforme en Calypso, ensuite on arrive à New York, le rythme devient « Funky », et pour finir, on revient au rythme de « Changa » initial. C'est génial. Je voulais le faire, mais trop de gens l'ont déjà fait. On a fait un ballet, par contre « Congas » avec une construction musicale du genre de « The path », en trois parties, dont la dernière partie est une danse africaine, « la boots danse », des mineurs de l'Afrique Australe. Pour travailler dans les mines, ils attachaient des bracelets de clochettes autour de leurs bottes très lourdes et marchaient avec.

Sans Frontière : Comment situez-vous votre démarche de chorégraphe de jazz ?

Giannin Loringett : Pendant quatre ans, j'ai été professeur de danse à Paris et je me suis rendu compte qu'il y avait peu de choix pour les danseurs. Comme je considère que le professorat devrait aboutir à former des danseurs professionnels, j'ai estimé qu'il était temps de monter une compagnie pour employer les danseurs. J'ai donc fait des auditions pour recruter, j'ai organisé une tournée pour payer mes danseurs, dans le cadre de ma compagnie « Off Jazz ». Pourquoi « Off » ? Parce-que je ne veux pas la limiter dans le jazz, comme on le connaît, mais faire une expression assez libre dans le jazz.

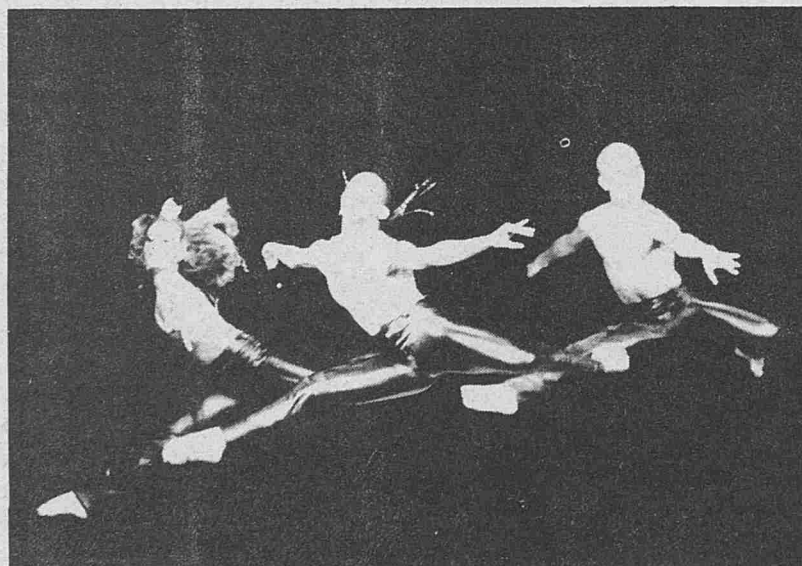
S.F. : Les gens ne risquent-ils pas d'assimiler jazz à comédie-musicale ?

G.L. : Difficilement, car en Europe, il n'y a pas de compagnie de jazz professionnelle : « Off Jazz » sera l'une des premières. Avant, il y a eu deux troupes pros. Ce que le public connaît dans ce domaine, c'est la télé, les comédies musicales. Mais il y a aussi un jazz théâtral, qui n'est pas à but commercial comme à la télé, ni seulement chanté, comme la comédie musicale ; par l'esprit, c'est la plus

proche du classique. Au festival de Nervi, nous avons fait une suite de jazz dansée : ce fut un grand succès. Nous faisons aussi des ballets sur Elton John, Earth Wind & Fire. Là, le public ressent cette musique car il la connaît et quand il la voit danser, il y a forcément une relation. A ce niveau, il y a une demande du public. Mais il y a un hic : les raisons pour lesquelles il n'y a pas beaucoup de compagnies de jazz, c'est que certains ne prennent pas la danse jazz au sérieux, car pour eux, ce n'est pas une forme d'art, d'où un problème financier, car il faut produire et cela est onéreux. C'est un risque à prendre et je l'ai pris, je produis cette tournée tout en sachant que sur le plan financier, c'est un échec : les frais de montage ne seront pas amortis.

S.F. : Les gens éprouvent de plus en plus le besoin de danser, de faire vivre leur corps, cela peut donc les inciter à voir votre spectacle.

G.L. : Certainement, mais pas spécialement les gens qui font de la danse. Le public viendra quand même, car il pourra faire une relation ; un peu comme pour « Saturday Night Fever » qui n'est pourtant pas d'une grande qualité, où les gens ont



Le deuxième partie de l'interview de Burning Spear n'a pu être faite pour cause de maladie : la grippe n'a pas de couleur.

Le débat annoncé dans Sans Frontière No 7, entre les jeunes loups du nouveau Makossa camerounais est prévu pour fin février.

Au programme, des interviews, à venir : Henri Guédon pour l'avant dernière semaine de février, vicky Edimo, bassiste camerounais qui a joué avec des tas de gens (Manu Dibango, les Gibsons, James Brown, une pléiade de musiciens

africains dont certains du débat susvisé). Et Francis Bebey.

Nous parlerons aussi de cinéma et pour commencer, un cinéaste nigérian Ogesu, de danse aussi, et bien sûr, de la musique avant toute chose.

Le théâtre et les livres ne seront pas les enfants pauvres de notre rubrique culturelle, n'ayez crainte.

Si vous avez des programmes ou dates de concerts ou autres fêtes, Momo serait heureux de les annoncer dans son Agenda.

A suivre

« L'Aube des Damnés »

Au coeur du quartier latin, une nouvelle jeunesse française reprend le flambeau qu'en d'autres temps, dans le même lieu, ont tenu des gens comme Sartre, Merleau Ponty, Boris Vian... Au Saint-Séverin, des fous nous invitent à un paricide. Il ne s'agit plus « d'Aller cracher sur vos tombes », les tombes sont vides et les morts sont vivants, la question coloniale dérange toujours ; leurs premières programmations, portant sur la guerre d'Algérie, ont ravivé les passions qui prouvent, s'il le fallait, que l'histoire des rapports colonisateurs/colonisés, ne peut pas encore se débattre sur la place publique : suite à la projection de « La Bataille d'Alger », le Saint-Séverin a subi une attaque de jeunes nostalgiques d'Algérie Française. Malgré cela, l'équipe du Saint-Séverin a continué la projection de ce film, d'« Elise ou la vraie vie », de Michel Drach, du « Petit Soldat », de Godard, de « Vingt ans dans les Aurès », de Vauthier, et du remarquable documentaire d'Ahmed Rachidi « L'Aube des Damnés ». Ce long métrage qui rassemble des archives sur l'époque coloniale européenne qui va de la Conférence de Berlin, aux indépendances des années 60. Ce film date de 1964, deux ans après l'émancipation de l'Algérie, une soif de savoir, qu'aucun cinéaste (même engagé), n'avait eu l'idée heureuse de produire. Par sa formule, il nous rappelle « Chantons sous l'occupation » et prouve que les archives nationales françaises recèlent des trésors inépuisables utiles à la mémoire de tous ceux qui n'ont pas connu l'époque glorieuse de l'Afrique Française. Ce film est commenté par un des grands poètes algériens, Mouloud Mammeri. Il fut interdit par la commission de censure en 1967, jusqu'à présent, il n'avait pas été projeté en France. Nous ne pouvons que nous féliciter de cette initiative au moment où l'activité militante, activité dérisoire ne trouve plus un exécutoire dans la jeunesse française.

Mercredi 28 janvier, pour la première fois en France, nous avons pu voir ce film documentaire qui n'a jusqu'à aujourd'hui jamais obtenu un visa de censure. 20 ans après, il y a encore une terrible peur à montrer les images de la colonisation.

Ce documentaire présente dans un premier temps l'espace pré-colonial, les grands empires de l'Afrique de l'ouest, issus du commerce transsaharien et de la volonté politique des nouveaux chefs islamisés : le Ghana, le Mali, le Soudan... et le Monomotapa en Afrique Australe. On nous présente des formes d'organisation sociale qui prévalaient en Afrique avant le partage.

De la traite au congrès de Berlin

La main d'oeuvre indienne dans les plantations aux Amériques était insuffisante, d'où l'idée lumineuse de la remplacer par une main-d'oeuvre servile à bon marché, douée d'une résistance physique qui puisse assurer la reproduction du capital européen pour les industries naissantes, la rivalité entre états occidentaux les poussent à se réunir et à définir pour chacun le territoire à exploiter, sous la volonté prussienne, on convoque le congrès de Berlin qui institue le partage de l'Afrique et des frontières artificielles que nous connaissons aujourd'hui. Des peuples séparés, qui par un cours d'eau ou un baobab, des limitations qui n'ont aucune signification pour les africains eux-mêmes mais qui exprime pour les nations exploiteuses les limites dans lesquelles elles pourront établir leurs lois et leur pillage : la Prusse, première puissance occidentale et dernière venue, la France, l'Angleterre, la Hollande, la Belgique... Et la conquête militaire commença...

Les arrières pensées économiques et les crises antagonistes amenèrent les européens à se taper sur la gueule, et voici comment débute la première guerre mondiale et la conscription qui consacre l'entrée des Africains dans l'histoire contemporaine par la porte de service.

Les tirailleurs africains

la participation des Africains dans le premier conflit mondial leur permettait de constater qu'il n'y avait pas d'unité entre les européens mais que les « idéaux » qu'il défendait ne trouvaient leur réalité qu'en Europe, mais une fois revenus en Afrique, **statut quo !**, (Jean Rouch, dans son film « Cocoricou ou monsieur Poulet », nous montre aussi la division des africains éparpillés entre leurs maîtres respectifs). A la fin de la guerre, la reprise d'un renforcement de potentiel industriel qui se met en place et qui inaugure une nouvelle histoire économique à la fois, reconstruction de leurs pays et une main-mise sur les richesses du sol et du sous-sol qui permettent à l'Europe un nouveau départ.

Parmi les nations européennes qui veulent trouver leur place dans le monde, l'Allemagne vaincue prépare sa relève, et l'Italie Mussolinienne, expérimente la première bombe à gaz en Ethiopie, la crise économique des années trente et le problème de nationalités relance la question coloniale et à New-Deal sur le gîte africain.

L'éveil du nationalisme africain

Les événements qui ont ébranlé les africains comme tout le monde, c'est la révolution de 17, l'éveil du Japon, la création du Parti Communiste Chinois, la victoire spectaculaire de Dien Bien Phu et la conférence de Bandoeng. L'écho fracassant de la victoire d'une armée de paysans « sous développés », avec des vélos et des pièges sur une puissance coloniale moderne et industrialisée, marque la fin du mythe de toute la puissance des « longues oreilles ». Désormais, à partir de Dien Bien Phu, les nations sous tutelle ou sous protectorat, commencent à rêver que leur tour est proche.

La conférence de Bangoeng, réunit l'héritier spirituel de Gandhi en la personne de Néhu,

l'énigmatique Chou en Lai, auroilé de la toute récente victoire des paysans chinois sur les « japs » et le pro-occidental Chank Kai Tchek et, l'image, de proue du nationalisme arabe renaissant en Nasser, reçu chez l'inéffable Soekarno débarrassé de la présence hollandaise. Quelle part dans le coeur de l'Afrique, commence une aventure politico-militaire aux enjeux formidables. Un homme, surnommé « Prophète », Lumbumba, ose poser un défi à la Belgique : **L'Afrique aux Africains**. Et alors débute l'affaire du Katanga. Des scènes du film nous montrent Patrice Lumumba lapidé par des militaires congolais au service de la mère patrie, la Belgique...

LIVRES

Travail de recherche fait dans le cadre d'une thèse soutenue devant l'Université de Nancy. Cet ouvrage commence par la présentation des conditions inhumaines imposées par le colonialisme aux peuples africains dépossédés, exploités et maintenus dans l'obscurantisme pour éviter tout danger de rébellion.

Dans cette société africaine disloquée, il sera mis en place « un véritable processus de déshumanisation de l'indigène », qu'on tentera par « tous les moyens d'animaliser » et qui subira toutes les formes de discrimination sociale, politique, économique, raciale et culturelle.

La seconde guerre mondiale va démontrer aux africains « le double comportement du monde occidental : Les peuples qui criaient au scandale devant le défi germanique affichent une apathie, une complaisance et une complicité significatives devant le défi des attardés du colonialisme et du racisme ».

Ainsi, au seuil de la décolonisation, l'africain perçoit la « mystique des droits de l'homme » comme la seule voie d'accès à une nouvelle histoire où les peuples africains auront leur place.

C'est ce qui permettra la remise en cause de ce système colonial qui infériorise l'homme africain qui a fini par refuser



Aliénation, quand tu nous tiens... image forte qu'accompagne la voix désormais célèbre de Myriam Makeba, chantant l'Afrique debout. Dans les Aurès, un peuple de paysans s'arme contre l'occupant, ce serait nous faire injure de vous citer les noms qui inscrivent en lettres de sang les cris de l'exigence, de la dignité du peuple algérien.

Qui est-ce qui aurait pu prédire qu'avec les indépendances formelles des années 60 (Algérie exceptée), les puissances coloniales venaient de remporter une autre manche, à l'écho des tam-tam qui battent la liberté retrouvée, la partie la plus intéressante se joue dans l'ombre. Les africains se rendent compte à leurs propres frais qu'ils n'ont pas changé de maîtres, ils s'appellent Mohamed Ou Konaté, Dacko Houphouët Boigny... allez savoir pour qui ils roulent (pas pour moi) Quand sortirons-nous de la nuit, du mensonge, où est-ce déjà l'aube tant espérée, l'« Aube des

Damnés ».

A quand la suite, à quand le prochain ou le prochain montage qui exprimera les réalités contemporaines... le néo-colonialisme, l'immigration, c'est le problème de notre génération. Nous ne pouvons que remercier ce type d'initiatives qu'ont pris le groupe qui anime le Saint-Séverin dans la mesure où Paris ne « pullule pas » de lieux-dits de cinéma qui ouvrent des perspectives de questionnement qui intéressent à la fois la jeunesse française et africaine vivant dans un pays considéré comme ayant achevé sa décolonisation.

La présence de nombreux antillais lors des projections de « La Bataille d'Alger » et de « A l'aube des Damnés », est-elle à rapprocher des derniers événements de Guadeloupe ?

Mais comme chacun sait, demain appartient à ceux qui l'entendent venir.

Blaise N'Djehoya
Mohamed Nemliche

Afrofascisme

« les règles imposées » en ayant compris que la seule façon de devenir l'égal du colonisateur, c'est de l'affronter et mettre donc fin à l'ordre colonial.

Cependant, l'indépendance politique acquise, c'est une Afrique sous-développée, économiquement dépendante que l'on découvrira. Afrique où s'installera de nouveau l'oppression politique, l'arbitraire, l'abus de pouvoir et les truquages électoraux.

Malgré les déclarations de bonne volonté et l'adhésion de la charte de l'OUA à la déclaration universelle des droits de l'homme, l'Afrique reste un continent où les droits de l'homme sont encore bafoués.

L'auteur finit son étude en indiquant clairement les possibilités et les perspectives qui permettraient de trouver des solutions au problème, notamment par l'instauration d'institutions de contrôle librement désignées par les différents cinq états du continent.

Cependant, la seule voie d'accès à la promotion et la protection des droits de l'homme en Afrique passe par la résolution « des grands problèmes mondiaux concernant la paix, le désarmement, les déséquilibres économiques sociaux et culturels ». C'est donc dans le cadre d'un élargissement au niveau mondial et

« en réponse aux besoins et aux aspirations de l'écrasante majorité de l'humanité » que le problème peut trouver sa solution.

Plus qu'une simple étude, cet ouvrage a le mérite de constituer en même temps un appel au dialogue pour l'avènement d'une véritable démocratie dans les pays d'Afrique. Il reste donc à souhaiter que cet appel soit entendu, mais gardons les pieds sur notre continent car, combien d'Africains auront le droit de lire cet ouvrage dans leur propre pays ?

Mouloud O

hocine ait-ahmed

L'afrofascisme

Les droits de l'homme dans la charte et la pratique de l'O.U.A.



SENEGAL :

Rien n'est joué

La 9e journée a été celle des grandes surprises. Les avants de Gorée ont passé 5 buts à l'avant-dernier Taïba. Il y a longtemps, qu'une telle avalanche de buts ne s'était produite. Mais l'évènement fut la première défaite du Niayes dont la réputation de la défense n'est plus à faire, face à Casa qui signait la sa première victoire. La J.A. a fait un faux pas devant Mbossé : peut-être que moins de matchs amicaux aideraient à mieux dominer le championnat. Quant à l'ASFA, qui en est à sa 6e défaite, et aucune victoire, c'est la débacle. Sur les 14 équipes de ce championnat, 8 équipes se tiennent à 2 points. Rien n'est joué.

Classement 9e journée

	P	
Police	12	9
Jeanne D'Arc	12	9
SEIB	12	9
Niayes	12	9
Gorée	11	9
Ndiambour	11	9
Diaraf	10	9
Rail	10	9
Mbossé	9	9
Linguere	7	9
Casa	7	9
Mbour	6	9
Taïba	4	9
Asfa	3	9

Résultats 9e journée

-Gorée -Taïba	5-1
Casa -Niayes	2-0
Police-Ndiambour	0-0
Mbosse-J-A	1-0
Diaraf-SEIB	0-0
Linguere-Mbour	1-1
Rail-ASFA	1-0
- Match en retard (5e journée)	
J.A. - Police	1-0

CAMEROUN :

Retour du Canon

L'avant dernière journée des matchs aller, voit toujours aux premières places deux équipes au goal-avérage nul. Sur les 16 équipes du championnat, 5 seulement ont un goal-avérage positif. Notons la remontée du Canon qui, avec 5 ma-

tchs en retard, se hisse déjà à la 10e place, le Canon est déjà bien dans le tempo. Quant à l'Union de Dja, c'est un peu la désunion. L'attaque du Tonnerre a retrouvé toute sa verve. Que voulez-vous avec des noms aussi fracassants.

Classement 14e journée

	Pts	J	G	N	P	M	E	D
Unisport de Bafang	15	14	4	7	3	16	16	0
Dynamo de Douala	15	13	5	5	3	14	14	0
Lion de Yaounde	14	14	5	4	5	22	17	5
Aigle de Dschang	14	12	4	6	2	14	10	4
Tonnerre de Yaoundé	13	10	6	1	3	23	14	9
Fédéral	13	12	5	3	4	7	4	3
PWD de Bamenda	13	13	5	3	5	16	16	0
Bamboutos-Club	12	14	3	6	5	14	17	-3
Racing de Bafoussam	12	14	4	4	6	12	18	-6
Canon de Yaoundé	11	9	4	3	2	12	7	5
Entente de Ngaoundere	11	12	4	3	5	13	14	-1
Dragon de Yaounde	11	11	5	3	4	11	13	-2
Union de Douala	11	11	3	5	3	16	17	-1
Dragon de Douala	11	11	3	5	5	14	16	-2
Léopard de Douala	10	10	3	5	6	10	15	-5
Union Abong Mbang	9	9	3	3	6	12	15	-3

Résultats (partiels) 15e journée.

Dragon de Ydé-Racing Bfssam	1-1
Tonnerre Ydé-Unisport Bafang	4-0
Dragon de Dja-Lion de Ydé	0-0
Union de Dja-Aigle Dschang	1-1
Union Abong-Mbang -Dynamo	4-1
Entente Ngdéré-Léopard Dja	2-1
Bamboutos-Canon Ydé	2-1

Sports France-Antilles

Pour la première fois, toutes les équipes antillaises et guyanaises engagées dans le 32e tour de la coupe de France se sont qualifiées : le Club Peléen Guadeloupe Peléen de Morne-Rouge (Martinique), le C.S. Moulieu Guadeloupe, et Cayenne ont battu les équipes).

pour le prochain tour, deux

équipes françaises iront jouer en Guyane et en Guadeloupe. En revanche, le Club Peléen jouera le 14 février à Saint-Ouen contre Nancy. On parle déjà de 1 000 supporters antillais !

14 février 14 h Stade de Saint-Ouen. Club peléen (martinique)-U.S. Nancy. (Mo Pte de Clignancourt)

ALGERIE :

Regroupement en tête

Après la 17ème journée de championnat d'Algérie qui a vu les défaites respectives du leader l'EP Sétif, dont l'échappée n'a duré que deux vendredis et du MP Alger le second au classement, pas moins de six équipes d'égale valeur continuent à se relayer à la tête de cette compétition.

Le principal bénéficiaire de cette journée a été le MAA-Hussein-Dey qui, par un tout petit but, a battu le wkf Collo. Continuant sa lente mais ré-

gulière ascension, l'équipe de Kalem, après avoir connu un début laborieux, rejoint à la première place l'EP Setif défaite par une excellente J. E. Tizi Ouzou qui renoue enfin avec le succès. Cette défaite du leader ne profita pas à son poursuivant immédiat, le Mouloudia d'Alger qui a fait les frais du retour en force de l'USM El-Harrach qui affiche d'excellentes dispositions ces derniers temps. Quant au 3ème club de la banlieue est d'Alger, à prétendre au titre, c'est à dire le RS Kouba, il n'a fait aucun détail devant le Ghali de

Mascara qu'il a battu par un score sans appel de quatre buts à un.

Pour ce qui est de la surprise du jour elle est à l'actif du CN-Batna qui est venu à bout de la DNC Alger sur son propre terrain. L'équipe des constructeurs avec cette défaite semble marquer le pas après une moitié de championnat remarquable. Les trois précieux points ramenés par Batna lui permettent d'abandonner la lanterne rouge que se partagent le MP Oran et l'ESM-Guelma. Seuls trois points séparant six équipes au bas du tableau et aucune d'elles n'a intérêt à perdre des points, surtout à domicile qui pèsent lourd dans la balance finale.

Enfin signalons que quelques rencontres, telle celle qui a opposé la JET à l'EPS ont été très attrayantes et que la DNC El-Asnam qui a repris la compétition d'une manière non officielle, est à sa troisième victoire consécutive. Chaque vendredi des milliers d'Asnamis à travers les plaisirs du foot-ball reprennent le goût de vivre.

CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Be
1. EPS	39	17	8	6	3	29	18
MAHD	39	17	10	5	2	24	20
3. MPA	38	17	10	1	6	32	22
4. RSK	37	17	8	4	5	25	19
JET	37	17	8	4	5	26	21
6. USMH	36	17	7	5	5	17	13
7. DNCA	35	17	5	8	4	20	20
8. ESMBA	34	17	6	5	6	24	20
9. GCRM	33	17	5	6	6	20	22
10. CMB	31	17	3	8	6	20	25
11. ASCO	30	17	4	5	8	14	24
CNB	30	17	5	3	9	12	27
13. WKFC	29	16	3	7	6	12	18
14. MPO	28	16	3	6	7	18	20
ESMG	28	16	3	6	7	19	22

RESULTATS SENIORS

RS Kouba 4 GCR Mascara 1.

ASC Oran 0 CM Belcourt 0.

USM El Harrach 1 MP Alger 0.
DNC Alger 2 CN Batna 3.

JE Tizi-Ouzou 1 EP Sétif 0.

MA Hussein-Dey 1 WKf Collo 0.

Eliminatoires coupe du Monde : Avant-dernier tour

Tirage du 3ème et avant-dernier tour : les matchs aller-retour, seront les suivants. Algérie-Niger, Guinée-Nigéria, Maroc-Egypte, Zaïre-Cameroun. Sur ces 8 équipes, 4 disputeront les demi-finales, qui seront en fait des finales dans la mesure où l'Afrique se voit gratifier de 2 représentants au lieu d'un pour le « Mundial » de 82 en Espagne. Il était temps. Mais 2 places, c'est quand même encore insuffisant. Merci.

L'Algérie devrait se qualifier assez facilement face au Niger qui est arrivé à ce stade de la compétition en disposant de la haute-Volta qui n'est pas une foudre de guerre en la matière, ensue en battant le Togo par

forfait. Le Nigéria aura à en découdre avec la nouvelle et prometteuse vague guinéenne qui aimerait retrouver les traces glorieuses des « grands frères » du « Silly » : n'oublions quand même pas que le Nigéria champion d'Afrique en titre, vainqueur de l'Algérie l'année dernière à Lagos, en finale, assorti la Tunisie qui avait suscité tant d'éloges en Argentine. Maroc-Egypte est aussi un match attendu : l'année dernière à Lagos (Nigéria), pour la 3ème place, le Maroc triomphait de l'Egypte. voilà donc la revanche, à la Coupe d'Afrique des nations. Voilà donc la revanche. Le choc entre les 2 meilleures équipes de l'Afrique Centrale,

Zaïre-Cameroun, constituera la belle des finales des Coupes d'Afrique des clubs : le Canon de yaoundé (Cameroun) ayant remporté la Coupe des clubs champions face à l'AS Bilima (Zaïre), alors que le Toute Puissant de Mazembé renouant avec le succès, reprenait la Coupe des vainqueurs de coupe à l'union de Douala (Cameroun).

Le débat s'élève donc des clubs urbains aux équipes nationales quand aux protagonistes, de la scène interafricaine, à la scène internationale quant au théâtre d'action. Sinon, le foot, c'est pas une affaire d'états. Bon, nous vous tiendrons au courant quand tout ce football là se jouera.

SERVICE DU DIMANCHE : MOSAIQUE

DIMANCHE 8 FEVRIER

Comme vous avez pu le constater dans le dernier numéro, nous donnerons toutes les semaines le programme de l'émission mosaïque. Nous nous efforcerons à l'avenir de pouvoir visionner cette émission pour la commenter

10 Heures : Images d'Algérie.

Psalmodie du Coran par Mohamed Nabati.

7 jours du monde (Infos pour Karsenti)

Hedi Guella (Tunisie), Meluke Demirag (turc), La Laguna del Cante Flamenco (Espagne).

Rubriques : Les femmes et l'Islam : de Juan Roman (c'est tout un programme).

Un marabout à Paris : reportage de J. Boudouard.

Dialogue : La peinture arabo-chrétienne film de Saladin (si son film ressemble à ses dessins, vous pouvez rester au lit).

Conseils : Impôts sur le revenu (nous expliqueront-ils pourquoi on paye le FAS et la redevance télé ?)

Loisirs : Les méthodes d'arabe par Mouloud Mimoun.

AGENDA

PARIS

Metropolitain Jazz Band, le reffet authentique des formations noires de la New Orleans et de Chicago des années 20 le vendredi 6. **Soul Quartet**, du swing, du feeling et de la bonne humeur assurée, le samedi 7. **Le trio Jean Bonal**, le lundi 9. **Forenbach de Villers Quintet**, le 10. **Watergate Seven Plus One**, LE 11. Le jeudi 12, **Blue River Jazz Band**: une formation de sept musiciens qui, sans renier ses origines « new », s'orientent vers le swing des années 35. Le samedi 14, **Swing at six** du bon jazz qui vous restitue le swing et la chaleur des années 40.

N'attendez plus un moment, si vous avez « des thunes » et si vous aimez bouffer en écoutant du bon jazz, cela se passe au **Petit Journal, Jazz club restaurant**, 71 bd Saint-Michel, Paris.

Adama, chants et danse de traditions juives pour la première fois à Paris du 13 janvier au 1er février au **Coeur Sylvia Monfort**

Chants et contes des sables par l'ensemble **Sharif Allaoui**, le 10 février à la **Cité internationale universitaire**

Ouf... depuis la fermeture de la Chapelle des Lombards, de nouveau, on pourra s'éclater sur la **salsa avec Azuquita** à 23 heures. C'est situé 19 rue de Lappe, 75011, c'est fermé le dimanche.

Ghédallia Tazaerès, du nomadisme vers l'imaginaire à la **Cour des Miracles** jusqu'au 24 février à 22h45.

José Barrense-Dias, chanteur guitariste brésilien jusqu'au 10 février à 18h30 au « **Féca** » d'Edgar, 58 Bd Edgarrinet, 75014.

Angel et Isabel Parra, au 10 au 21 février, au **Théâtre de la Ville**

Areski et Brigitte Fontaine sont en ce moment au **Lucernaire Forum**, où ils passent à 22h 15 sauf le dimanche. Il serait bien que vous puissiez les voir, allez-y de la part de **Sans Frontière**, vous serez bien reçus, c'est au 53 rue Notre Dame des Champs. Bonne musique.

Ali Khrian Ben Azzouz, le 14 à l'**Action Fraternelle**, 7, rue de Cambrai, dans l'après-midi

« **Gouverneurs de la rosée** » version romancée de Haïti, la splendeur le 5 février au **Théâtre Noir**.

Gotan, musica de Buenos Aires, du Tango argentin à Paris, jusqu'au 15 à 20 h 30, au **Studio Bertrand**, 29, rue du Gal Bertrand, 75007

Pour les rockers, allez écouter **Les Babouches**, vous m'en direz des nouvelles, ils sont jusqu'au 10 à 20 h 15, au **Tremplin de Paris**, 46, rue N.D. de Lorette, 75009

Mi País, Bidonville, vous connaissez, c'est **Claude Nougaro**, il a un nouveau spectacle jusqu'au 1er mars à 21 h à l'olympia.

De la percussion non-stop au **Dunois**, (28, rue Dunois 75013), avec **Bidon K**. C'est pas du bidon.

Au **Centre Georges Pompidou (Beaubourg)**: Expositions: **Les réalismes entre révolution et réaction**. 1919-1939: présentation des divers courants réalistes en Europe et aux USA, entre les deux guerres: littérature, peinture, architecture.

Mini expo: pour enfants: **Les Indiens d'Amérique du Nord**, débat de la salle d'actualité: à l'occasion de la parution du li-

vre « **De Kalila et Dimna** », débat sur la littérature arabe et le 23, c'est sur le reggae, à propos du livre reggae « **pur Sang** » de Stephen Davis et Peter Simon.

Projection de documents, le 11 février: les rivages méditerranéens: « **Tunisie, refuge des Oiseaux** ».

BANLIEUE

VERSAILLES

Wind, groupe africain, le 13/2, au **C3M**, rue des Missionnaires, à 14 h

TULLE

Le Portugal de la révolution des oeilletons par la voix de **Jose Afonso**, au **Centre culturel**, 36 ave Alsace Lorraine, à 21 H

SAINT QUENTIN EN YVELINES

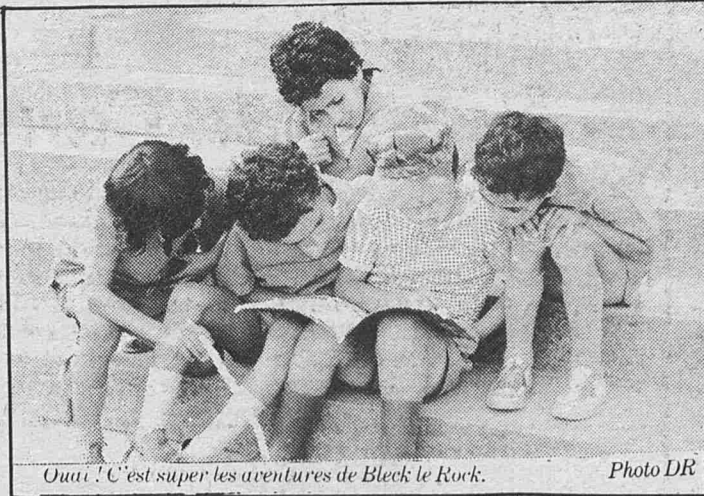
La **Maison pour tous** organise du 6 février au 1er mars, un ensemble de manifestations consacrées à la **culture portugaise**, expositions de peintures et photos, récital de **José Afonso**, diner spectacle, ateliers de musique et danse, etc.

Présentations de quatre films inédits: **Veredas** (sentiers), de **Jao César Monteiro**; 15/2: **Bom Povo Portugues** (le bon peuple portugais), de **Simoes**; 24/2: **Manha Submersa** (les Brumes de l'Aube), de **Antonio Cronica** de **Cronica de emigrados**, de **Madiera**.

Maison pour tous, **Centre des 7 mares**, 78310 Elancourt

LES ULIS

Au centre culturel **J. Prévert**, ave Champ Lanier, la troupe **Nedjma** qui présenteront le « **Cirque d'Amar** » à 20 h 30



Quoi? C'est super les aventures de Bleck le Rork.

Photo DR

FONTENEY SOUS BOIS

Jose Afonso, le Portugal par la chanson, au **Service Culturel** à l'**Hôtel de Ville** le 14 février, à 21 h.

CHOISY LE ROI

« **Albert** » spectacle écrit par **Michel Boujenah**, le 7, 14 février au **Théâtre Paul Eluard**

EVRY

« **L'Art funéraire africain** », photos et sculptures de **Kofi Mouroufié**, jusqu'au 15 février à l'**Agora d'Evry**

CHATENEY MALABRY

Animations scolaires de **Shariff Allaoui**, du 9 au 13/2 organisé par la fédération des oeuvres laïques, tel au 955 57 70 pour renseignements **AU CREP**, 1 rue du docteur le savoureux, stage de danse et de musique du Maghreb, avec le **Maitre du ballet national algérien El Aidi Scheriffa**, et le vendredi 13, démonstration d'un ballet

PROVINCE

Arles

les 6, 7 8 février: **Tipaza**, vie dans un village de vacances en Algérie. **Hassan Terro de Lakh-dar Hamina**.

CARVIN

Djame, Allam, à la salle des fêtes, j'espère que vous allez bien vous éclater, **Djamel** s'est mis au reggae kabyle

MARSEILLE

« **La Maison pour Tous la Pauline** », du 9 au 13/2. **Semaine de Sensibilisation aux problèmes du Tiers-Monde** et de l'immigration.

Expo, projections de montage, le jeudi 12, soirée débat à 20 h 30, Tiers Monde et Immigration, et le vendredi 13, une soirée culturelle conclura la semaine.

LE HAVRE

Pencil peeni circus, **Jango Edwards**, parodie de la vie sur des airs de reggae, de rock et de pop music. Le 7/2 au théâtre de l'hôtel de ville.

ARRAS

Imago, le 6 février au théâtre municipal à 21 h

PAU

L'immigré en France, soirée le six février, organisé par le « **Collectif Palois** », contre les loïs racistes, avec la participation de **Blet**, avocat du barreau de Bordeaux, cela se déroulera au **Centre rencontre et recherche**, à 21 h.

DIGNE

Off Jazz Compagny, le 7 à la **Maison arts et des loisirs**

RENNES

Taleb Oscan, chanteur turc à 20h 30, à la **Maison de la culture**

LIMOGES

Le groupe folklorique polonais « **Rzesowiacy** », le 6/2 au grand théâtre

CHATEAUVILLON

Jazz Dance Company, présentera son spectacle le 6/2

LAON

le 10/2: **Lény Escudero** à la maison des arts et loisirs.

GRENOBLE

El Hadi Scherrifa, **Maitre du Ballet d'Alger** et ses élèves stagiaires, exécuteront pour vous des danses de différents styles du Maghreb de 17 h à 19 h, à la **Salle Stendhal** (5 rue Haucin), le 8 février

Montpellier

Un collectif pour la Palestine vient d'être créé dans le département de l'Hérault pour soutenir la lutte du peuple palestinien et son représentant unique et légitime l'O.L.P. Cette initiative a été prise par un ensemble de militants anti-impérialistes, anti-sionistes, antifascistes, antiracistes, dont l'objectif principal est de clarifier les sens de la cause palestinienne et de faire connaître la lutte héroïque et quotidienne du peuple palestinien à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine occupée.

Pour tout contact: **Collectif Pour la Palestine**,

Adresse: **Kalsoup - laboratoire d'Ichtyologie et de parasitologie générale**. **USTL - 34060 Montpellier Cedex FRANCE**

BELGIQUE

Cycle de formation, école/immigration, organisé par la confédération générale des enseignants: le vendredi 6/2 (de 17 h à 19 h 30) « **Clés pour comprendre le milieu culturel des immigrés turcs** », avec **Ali Bayar**

Le vendredi 20/2: **Aspect socio-économiques de la situation des immigrés en Belgique**, spécialement à Bruxelles

Annonces Sans Frontière ... Annonces Sans Frontière ... Annonces

AVIS

AUX AMATEURS

Jeune écrivain latino-américain donne cours d'espagnol, aussi traductions français-espagnol, laissez message au 331 60 51.

Etudiant donnerait cours d'espagnol pour tout renseignements tel. au 200 67 31

Jeune fille donnerait cours de **maths et physique**, de la 6e à la seconde, prix: 25 F de l'heure. Tél: 577 76 29 (à partir de 20 H)

Avis à nos lecteurs

Vos poèmes, vos écrits nous intéressent !

N'hésitez pas à nous les envoyer... ..

La rédaction vous remercie.

Téléphone arabe

Si vous aimez la bonne musique venant du Maghreb et si vous voulez écouter le groupe **Jil Jilala et Lemchahed** dans votre ville, si une association ou tout simplement des gens veulent bien s'occuper de ces groupes marocains, il n'y a aucun problème, téléphoner au 258.55.85. Ces groupes sont de passage en France du 24 mars au 5 avril.

L'association Accueil jeunes prépare un film super 8 sur les jeunes de la région Nord (Pas de Calais) pour leur donner la parole, montrer ce qu'ils vivent... famille, école, boulot, loisirs, copains, etc, et construire un document sur les 13/25 ans. Pour cela, nous cherchons des jeunes pour y participer, des films, recueillir, leurs témoignages.

Nous écrire ou passer nous voir, en discuter le week-end. **Merci. «Accueil jeunes», 23 rue victor Hugo, face parc église à Dechy près de Douai. Demander: Marc Benoit.**

Association internationale préparant une semaine en mai 81, pour l'abolition de la peine de mort, recherche sur ce thème dessins, photos, films, ... Ecrire **Gouillard**, résidence Pierre et Marie Curie, 62700 Bruay en Artois

Recherche **U.R.G.E.N.T.** heures de ménage, ou n'importe quoi d'autre car sans boulot depuis pas mal de temps. J'ai déjà fait aide-soignante pendant sept mois, petit boulot de bureau pendant quatre mois et assuré des animations sur l'Algérie avec un groupe de jeunes. **Michèle Drouet**, 44 rue du Docteur Cotonio 76800 Saint-

Etienne du Rouray (rouen). Tél: 65 08 88 après 19 h. Laisser message à la maman. Merci !!

Je suis immigré et je suis en ce moment en train d'effectuer mon service national en Algérie, mes goûts sont très variés et j'aime la musique cool, la course automobile, étant en France, je pratiquais une sorte de stage à Monthéry. **M. yaich Bareck**, BP 20, L1, El Bayadh, W Saïda, Algérie.

Jeune algérien étudiant, âgé de 23 ans, voudrait correspondre avec des jeunes de 18 à 23 ans aimant la pop musique, voyage, échange photos, cartes postales et timbres. Ecrire à **M. Belarbi Mohamed** - Cité Bentellis no 217 Constantine (Algérie).

Jeune marocain âgé de 19ans, cherche correspondance avec filles et garçons, **Mohamed Bouall**, chez Ben Aïssa, commerçant Ain Reggade, Berkane.

Maria-Noëlle (Créteil) demande à Madeleine habitant dans la région de Marseille, de lui donner des nouvelles. Elles ont bossé ensemble à l'intercommunale de Créteil, elles se sont vues la dernière fois à un spectacle de **Djamel Allam** avec **Yasmina** (grosses bises). Téléphones moi au 207 61 27

Jeune marocain, artiste, aimerait correspondre avec jeune immigrés (ées), aimant la musique, les voyages, la pêche, **Nourredine**, route El Bakai Lahbil, 40 Berkane, Maroc, Tél: 23 94 (0.61)

Cherche correspondants Sans Frontière, parlant français ou arabe: **Abderrahim Ben Ahmed**, 1 rue du Taboral, HG, Berkane, Maroc.

Jeune Algérien de 22 ans, désire correspondre avec jeunes du même âge aimant voyage, cinéma, musique moderne et hindoue. Ecrire à **M. Boumaaza Houari**, cité Commandant Medjoub - L.W. no 245- Saïda (Algérie).

YA EL MENFI

Besoin d'urgence d'avoir un lien avec l'extérieur because j'en ai pris pour six ans, besoin de correspondre avec l'extérieur pour continuer à vivre, à bientôt. **Charikhi Wacer** 68 78 94 3 362 à Fresnes, 1 av. de la Division Leclerc, 94261 Fresnes.

Cherche Correspondants (tes), je vous parlerai de Tahiti et vous

me parlerez de la France, et nous lierons amitié, **Tokapa**, 96559 D4, à Fleury.

J'ai 25 ans, algérien, je suis en prison et je passe aux assises pour vol qualifié; j'aimerais avoir des correspondants (tes), afin d'oublier quelques moments la prison avec votre courrier. **Hadj Seyd Belkacem**, 91121 D3 D1 21 à Fleury.

J'ai vingt ans, et je suis dans une galère depuis 24 Mois et je ne reçois plus de courrier, alors vous qui avez su rester humains, à vos plumes afin de briser ma solitude qui me pèse dans ma cellule qui est bien triste. Qui me fera la surprise de vouloir s'intéresser à moi en m'écrivant de longues lettres pleines de soleil et de liberté en attendant la mienne? Réponse assurée à tous. **Ramdani Hocine**. 79249 Fleury.

J'ai 31 ans, je cherche correspondants (tes) pour qu'il puisse m'apporter un rayon de soleil dans ma détresse, un port accueillant ou mon âme peut boire, afin de briser la solitude et la monotonie cruelle de ces jours sans fin, réponse assurée à toutes et à tous. **Lallou Sahli**, G3 49 D1 à Fleury, 7 ave des Peupliers, 91705 Fleury Mérois.

« j'étais une porteuse de valises »

Aïsha poursuit le récit de sa renaissance en Algérie, juste après l'indépendance ; sa rencontre avec Aïcha Khrémis, une « moudjahida », qui n'a jamais renoncé à la lutte. Elle raconte aussi comment elle a écrit son livre pour Maguy « la négresse », aujourd'hui en hôpital psychiatrique.

Quand j'ai quitté le foyer, je suis allée dans le midi, directement. A 15 ans, j'étais aux Jeunes Communistes. J'ai été exclue en 1956. On était en désaccord pour l'Algérie. Le PC avait voté les pleins pouvoirs ; il demandait l'autonomie et pas l'indépendance, il ne soutenait pas les déserteurs. Dans le midi j'ai rejoint des copains du réseau Jeanson. Dans le foyer, on devait savoir que j'étais dans le réseau, une éducatrice en tout cas, qui n'a jamais rien dit ; elle m'a même emmenée à une manifestation. J'étais une petite porteuse de valises. J'ai fait partie d'un groupe FLN à Caen. On recueillait de l'argent chez les Arabes pour le FLN. J'allais chez les immigrés à Caen, à Monneville ; j'avais de bonnes adresses. On avait des réunions clandestines. C'était exaltant pour une adolescente. Une fois, j'ai été arrêtée dans la rue -Vous êtes pour le FLN ?- On a foncé dans le tas avec Aïcha ; on est entrées dans un bistrot, on est montée dans un appartement. on est poursuivie. Appelez la police !

Une autre fois, j'ai été arrêtée par la Police. Au Commissariat, pendant 24 heures, on m'a montré des photos. Pour le réseau, j'étais un mec. Jamais je ne me suis présentée sous le nom d'Aïsha. Tout le monde se déguisait. Je m'appelais Roger. J'ai une voix grave, ça passait très bien. J'avais les cheveux courts. Quand les flics m'ont arrêtée, j'étais en nana, pas en mec. Les réunions se passaient dans le café d'un marabout à Caen. Je me déguisais sur le chemin. A ce moment-là vers 1960 je faisais très louchard. J'accentuais ce côté-là. Je mettais des moustaches, ça m'allait très bien. C'est une éducatrice qui m'a sortie de là. Parmi les photos, ils me présentaient la photo d'une « éduque » ou d'une copine. Je ne pouvais pas dire que je ne les connaissais pas. Heureusement que ceux du réseau se déguisaient. Les flics m'insultaient en même temps -Alors, ça baise bien les bougnoules... tu vas voir, nous, c'est encore mieux... Dans ces cas-là, on donne son nom, son adresse, rien d'autre. C'est la guerre d'Algérie qui m'a fait prendre conscience de mon identité. Je me suis sentie Arabe, pour toujours. Je me battrais de la même manière pour l'indépendance de la Guadeloupe, des Antilles françaises. Au



début, être Arabe, c'était plutôt marquer une originalité. Au début, être Arabe c'était A partir de la guerre d'Algérie, j'ai appartenu à une communauté. Je ne suis pas devenue Algérienne par désaccord politique.

Dans le midi j'ai travaillé deux ans dans un bidonville, à Marseille. J'avais besoin de me sentir utile. Avant j'avais rencontré des déserteurs, des objecteurs de conscience. En 1963 avec le vote du statut d'objecteur, les déserteurs sont rentrés en France, j'en ai connu un avec qui j'ai vécu d'abord en Ariège puis à Toulouse. C'est le père de ma fille.

A SEBDOU EN ALGERIE
1962-1963

En Algérie, je suis partie seule. J'étais reçue à Oran avec un organisme international. C'était juste après l'indépendance. Je suis arrivée dans un petit village d'Oranie : Sebdo. J'é-

tais éducatrice sanitaire. Je suis restée là un an et demi. J'ai beaucoup appris. j'ai fait de l'alphabetisation en arabe. Mon instituteur avait 14 ans... Il m'a fallu six mois. Sebdo est à 18 km du Maroc. On faisait du dépistage dans les bleds autour, jusqu'à 50 km. Les habitants de Sebdo et des villages autour ont souffert pendant la guerre. Pourtant ils étaient sans haine pour les français. Ça m'a toujours étonnée. Sebdo avant 1830 était florissante.

Quand j'y suis allée c'était la steppe. Il y avait près de Sebdo un grand lac que les colons avaient capté pour alimenter Oran en eau. Ils ont dû faire passer l'eau sous l'Atlas. Sebdo sans eau est devenu un désert, avec des marécages : le paludisme, la tuberculose et la syphilis. Le colonialisme a apporté la tuberculose et la syphilis... J'ai vu des petites filles syphilitiques, déjà aveugles. Tlemcen se fournissait en prostituées dans la région de Sebdo. Beaucoup de femmes ont été violées par des paras pendant la guerre, des petites filles aussi.

AÏCHA KHREMIS
UNE « MOUDJAHIDA »

J'ai connu Aïcha Khrémis, une maquisarde. Notre équipe formait des jeunes secouristes, garçons et filles. Aïcha Khrémis avait organisé des mouvements de femmes résistantes, des combattantes. Beaucoup de femmes ont fait partie d'un mouvement d'émancipation de la femme Algérienne en 1962-63. Ben-Bella souhaitait la séparation de « l'église et de l'Etat ». A cette époque, il y a eu beaucoup d'initiatives intéressantes. Aïcha Khrémis symbolisait la résistance Algérienne. Elle était originaire de Tlemcen. Hélène de Lacoste était aussi résistante. Elle vit en Algérie, elle a pris la nationalité algérienne. Hélène était assistante sociale et Aïcha infirmière. Un jour, on a amené à l'hôpital de Tlemcen, à 80 km de

Sebdo, un enfant blessé. Il aurait dû vivre. Il y a eu non-assistance à personne en danger. Le chirurgien allemand qui était en Algérie pour gagner de l'argent ne s'intéressait pas aux cas qui ne lui rapportaient pas. Il n'est pas resté longtemps en Algérie celui-là. J'ai connu un autre médecin comme lui, incompétent et cupide. L'Algérie l'a viré. Il est parti en Syrie. Les médecins des organismes internationaux travaillaient bien. Les autres remplaçaient les colons, tout simplement.

Aïcha Khrémis a été assassinée. Elle était très active, généreuse, chaleureuse. Elle s'occupait beaucoup de libérer les femmes. Elle a été tuée à Tlemcen, en pleine rue, en plein jour en 1963. j'étais à côté d'elle. On avait reçu des menaces. On se promenait. On a tiré du trottoir d'en face. Elle est morte sur le coup. Elle avait prouvé qu'une femme peut vivre seule et indépendante, on ne l'a pas acceptée. j'ai pensé que si je restais, je ne pouvais plus être utile et puis déjà le néo-colonialisme, la bourgeoisie locale se mettaient en place. La religion reprenait le pouvoir. J'aurais été descendue pour rien. Je suis revenue en France.

J'étais à un mois de la majorité, 21 ans.
je suis arrivée à Paris en 1972.

J'ai mené une lutte comme handicapée. J'ai eu un accident de voiture, il y a 12 ans. j'ai fait une grève de la faim, j'ai gagné. J'ai tenu un standard. J'ai

écrit ce livre. J'ai mis longtemps pour me décider à l'écrire.

Je voulais régler son compte à la DASS. J'avais besoin de temps pour en arriver là. J'ai voulu écrire un réquisitoire.

Quand je suis sortie de la DASS, je croyais que ça se voyait sur ma gueule. J'avais honte de dire d'où je sortais. J'ai désappris l'Assistance en Algérie, cette incapacité d'agir par soi-même... Je me suis libérée en Algérie dans l'action et la solidarité. C'est aussi Maguy qui m'a poussée à écrire ce livre. Je l'ai écrit pour elle. On a interné Maguy ; si elle était folle, alors la France entière est à interner. Maguy voulait faire de la peinture. C'était sa passion. Elle n'aimait que ça. On l'a mise bonne à tout faire. C'était bien dans les maisons bourgeoises, d'avoir une domestique noire. Combien de fois je l'ai vue revenir, blanche de rage sous sa peau noire. Elle voulait faire les Beaux-Arts. Elle dessinait et elle peignait. Tout son argent passait là-dedans. Elle aurait pu faire les Beaux-arts. C'est gratuit. Pour la DASS, c'était une école pour les putes ; c'était pas un métier pour une femme, une noire. A 16 ans, on l'a envoyée en Hôpital psychiatrique. Maguy la négresse, on l'a rasée parce que les cheveux crépus, c'est sale. Moi aussi, on m'a rasée, en maison de correction à Angers. Passer à la tondeuse... Petite, j'ai vu des femmes tondues à la libération. Les types riaient, c'était atroce. Ça me faisait peur.

On m'avait rasée après une fugue de chez un paysan. Pendant trois semaines, j'ai vécu seule en forêt. Je me suis rendue à la DASS, de moi-même. On n'avait pas réussi à me rattraper. Maguy a été heureuse une seule fois dans sa vie. Elle travaillait dans une famille qui l'avait inscrite aux Beaux-Arts. Elle y allait dès qu'elle pouvait. C'était sa folie. la famille a déménagé et tout s'est dégradé. Maguy traîne en Hôpital psychiatrique. Je suis allée la voir. Elle ne m'a pas reconnue.

C'est pour elle que j'ai écrit ce livre. J'ai voulu le lui dire. Elle ne le saura jamais.

Propos de
Aïsha
recueillis par
Leïla Sebbar

Ceux et celles qui ont connu ou qui connaissent des combattantes de la guerre d'Algérie peuvent le faire savoir à Sans Frontière pour un travail dans la mémoire immigrée. On parle trop peu des femmes qui ont participé activement à la révolution. Sans Frontière voudrait les faire connaître.